

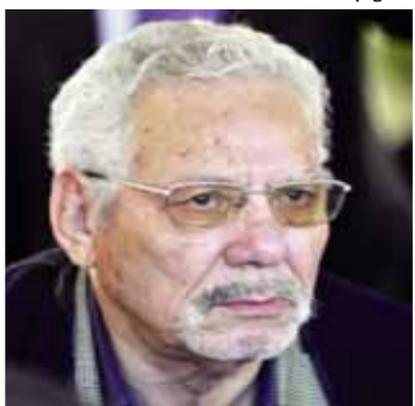
L'EXPRESS
soutient
Ghaza



L'EXPRESS

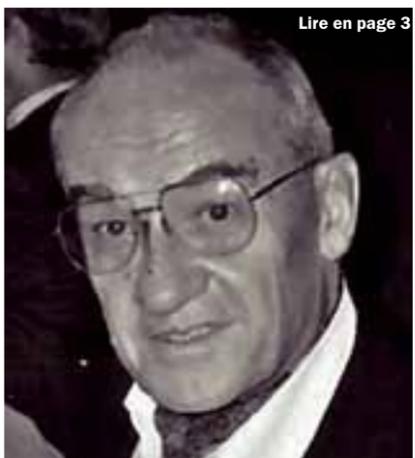
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 31 DÉCEMBRE 2023 // N°717 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

PLUSIEURS
HOMMAGES OFFICIELS
LUI ONT ÉTÉ RENDUS
**LE GÉNÉRAL
KHALED NEZZAR
A ÉTÉ INHUMÉ HIER
AU CIMETIÈRE
AL-ALIA**
Lire en page 16



ABDELMALEK
MORTADH,
ABDELKADER ESSAIHI,
EL HADI RADJEB ET
MERIEM Wafa
**CES ÉCRIVAINS,
COMÉDIENS ET
ARTISTES QUI
NOUS ONT
QUITTÉS EN 2023**
Lire en page 12

**MICHEL MARTINI,
UN MILITANT
DE LA RÉVOLUTION
ALGÉRIENNE,
S'ÉTEINT À L'ÂGE
DE 98 ANS**
Lire en page 3



COMMERCE EXTÉRIEUR, MINES, AUTOMOBILE, STARTUPS, PÉTROCHIMIE...

TOUR D'HORIZON DES FAITS MARQUANTS DE **2023**

Lire en page 3



LE PAYS DE NELSON MANDELA A DÉPOSÉ UNE PLAINTE DEVANT LA CIJ

L'AFRIQUE DU SUD TRAÎNE DEVANT LA JUSTICE L'ENTITÉ SIONISTE

Lire en page 4



TOUTE L'ÉQUIPE DE L'EXPRESS PRÉSENTE AU PEUPLE ALGÉRIEN SES MEILLEURS VŒUX DE BONHEUR ET DE PROSPÉRITÉ POUR L'ANNÉE 2024



Les autorités de Ghaza accusent Israël de voler les organes des corps de Palestiniens

Les autorités locales de Ghaza ont accusé, mardi dernier, Israël d'avoir volé des organes des corps de Palestiniens, demandant une enquête internationale à ce sujet. Dans un communiqué, le bureau des médias du gouvernement basé à Ghaza a déclaré que l'examen des corps a révélé que leurs formes avaient considérablement changé en raison du vol d'organes vitaux sur les cadavres.

Il a ajouté que l'armée israélienne avait remis aux autorités palestiniennes des corps non identifiés et avait refusé de préciser où ils avaient été trouvés.

La même source a également indiqué que l'armée israélienne avait répété un tel acte pendant la guerre en cours contre Ghaza et avait également exhumé des corps des cimetières. Le communiqué critique "la position silencieuse des organisations internationales opérant à Ghaza, y compris le Comité international de la Croix-Rouge, face à un crime aussi horrible commis par l'occupation (israélienne)". Les autori-



tés israéliennes n'ont pas encore commenté ces accusations. Mardi, les autorités israéliennes ont remis les corps de dizaines de Palestiniens tués par l'armée israélienne et détenus lors de son opération terrestre.

Le ministère de la Santé de Ghaza a reçu les corps via le poste frontière de Kerem

Shalom, dans le sud de la bande de Ghaza, a indiqué un correspondant d'Anadolu sur le terrain. Le ministère des Dotations et des Affaires religieuses de Ghaza était

chargé de leur inhumation dans des fosses communes, a rapporté le correspondant. "L'ONU nous a informé à l'avance de l'arrivée d'un certain nombre de martyrs dans la bande de Ghaza, estimés à environ 80 corps", a déclaré à Anadolu Marwan Al-Hams, directeur de l'hôpital Mohammed Yousef El-Najar de la ville de Rafah. "Les corps sont arrivés dans un conteneur, certains intacts, tandis que d'autres étaient en morceaux et d'autres encore décomposés", a-t-il ajouté.

SECOUSSE TELLURIQUE DE 3,6 DEGRÉS À CHLEF

Une secousse tellurique de magnitude 3,6 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 17h47 dans la wilaya de Chlef, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au nord-est de Ouled Ben Abdelkader, précise la même source

LES FRANÇAIS VONT COMBATTRE DANS L'ARMÉE GÉNOCIDAIRE AVEC LA BÉNÉDICTION DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Un récent reportage d'Al-Jazeera montre l'hypocrisie de l'Elysée, lequel appelle à un cessez-le-feu, tout en laissant des milliers de Français rejoindre en toute impunité les rangs d'une armée qui commet un génocide.

Des journalistes français de BFMTV ont même accompagné des jeunes Français engagés dans l'armée sioniste et fait le voyage Paris-Tel Aviv, commentant avec force détails l'arrivée des Français et leur joie d'être parmi leurs coreligionnaires dans cette guerre génocidaire contre les Palestiniens.

SLIMANE ABDOUCHE PLÉBISCITÉ PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION NATIONALE DES JOURNALISTES ALGÉRIENS

La réunion constitutive de l'Organisation nationale des journalistes algériens, qui vise l'accompagnement de la famille médiatique pour la promotion du travail journalistique, s'est tenue jeudi à Alger, indique un communiqué cité par l'APS.

La réunion, qui a vu la participation de « plus de 100 journalistes fondateurs de plusieurs wilayas », intervient en réponse de la corporation des journalistes aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et aux appels du ministère de tutelle pour s'organiser afin de transmettre ses préoccupations, précise le communiqué.

L'objectif de cette organisation étant d'accompagner la famille médiatique dans les efforts soutenus déployés par les institutions de l'Etat au cours des dernières années pour soutenir le secteur médiatique et se conformer aux nouvelles lois régissant le secteur, tout en œuvrant à transmettre les préoccupations de manière systématique et organisée afin de promouvoir le travail journalistique, ajoute-t-on de même source.

A cette occasion, Slimane Abdouche a été plébiscité président de l'organisation, et la composante de son bureau exécutif a été annoncée, conclut le communiqué.

ISRAËL ACCUSÉ D'AVOIR FAIT DISPARAÎTRE MARWAN BARGHOUTHI ET D'AUTRES PRISONNIERS PALESTINIENS



Actuellement, Israël continue de détenir 7 000 Palestiniens dans ses prisons, dont au moins 200 enfants et 62 femmes, selon les groupes de défense des droits humains.

Israël "porte l'entière responsabilité" de la vie et du sort du dirigeant palestinien Marwan Barghouthi, ont déclaré la Commission palestinienne pour les affaires des prisonniers et des détenus et le Club des prisonniers palestiniens dans une déclaration commune le lundi 18 décembre,

Le "Conseil révolutionnaire", l'assemblée générale du mouvement Fatah, dont Barghouthi est l'un des

principaux dirigeants, a également publié une déclaration avertissant que la vie de Barghouthi "est réellement menacée" dans les prisons israéliennes. Ces deux déclarations ont été faites après que le Club des prisonniers palestiniens a signalé que M. Barghouthi avait été transféré par les autorités israéliennes de son ancien lieu de détention, le centre de détention d'Ofer, vers un lieu inconnu il y a une semaine. Lundi également, la Commission des affaires des prisonniers et le Club des prisonniers ont accusé Israël de "disparition forcée" de Palestiniens de Ghaza, détenus depuis le 7 octobre.

Le revirement de l'Inde au sujet de la Palestine n'est pas anodin

La diplomatie indienne termine l'année 2023 par un important revirement. Ce qui a commencé comme une correction de trajectoire rendue nécessaire par le flot torrentiel des événements au Proche-Orient prend des accents stratégiques. Le vote de l'Inde aux Nations unies en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien s'est dernièrement caractérisé par une prise de distance calibrée vis-à-vis d'Israël. Il y a quelques semaines à peine, l'ambassadeur d'Israël à Delhi décrivait avec enthousiasme la position indienne comme un "soutien à 100 %" à son pays. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Delhi a rejeté les demandes répétées d'Israël de déclarer que le Hamas est une organisation terroriste, marquant ainsi son

opinion indépendante sur l'écosystème des mouvements de résistance. Bien que l'Inde n'ait pas hésité à condamner la violence dirigée contre Israël le 7 octobre, elle a refusé de cibler le Hamas. Tel-Aviv n'est pas en droit d'attendre de Delhi qu'elle se plie à ses exigences. De même, l'avenir du Hamas est loin d'être un dossier ouvert et fermé. Le fait que le Sinn Fein et l'opinion irlandaise aient fait preuve d'empathie à l'égard du Hamas, ou que l'Afrique du Sud, elle-même victime de l'apartheid, ait rappelé son ambassadeur et sa mission diplomatique en Israël, qualifiant les horribles tueries de Ghaza de "génocide", montre que les braises de la lutte pour la libération nationale brûlent encore.

Darmanin annonce que la France n'acceptera plus de nouveaux "imams détachés" à partir du 1^{er} janvier 2024

Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé, vendredi, qu'à partir du 1^{er} janvier 2024, la France n'acceptera plus de nouveaux "imams détachés", c'est-à-dire envoyés par d'autres pays. Selon l'information rapportée par BFMTV, le locataire de Beauvau a adressé un courrier à plusieurs pays concernés par le sujet, indiquant, par ailleurs, qu'après le 1^{er} avril 2024, les imams détachés encore présents en France ne pourront s'y maintenir "sous ce statut". La chaîne d'information rappelle la décision prise par le chef d'État français, Emmanuel Macron, en 2020, visant à mettre fin à la présence

des quelque 300 imams envoyés par des pays tels que l'Algérie, la Turquie ou encore le Maroc, et d'augmenter le nombre d'imams formés en France. BFMTV rappelle notamment une déclaration faite en 2020 par le prédécesseur de Gérald Darmanin à la place Beauvau, Christophe Castaner. "Nous travaillons sur la fin des imams détachés en 2024", avait-il alors annoncé. Dans cet esprit, Gérald Darmanin insiste sur cette décision prise par l'Exécutif français et indique dans son courrier adressé aux autorités de plusieurs pays que celle-là "s'appliquera effectivement à compter du 1^{er} janvier 2024", c'est-à-dire que dès le début

de 2024, la France "n'acceptera plus de nouveaux imams détachés". La chaîne d'information précise que les imams déjà présents dans l'Hexagone devront changer de statut et qu'à compter du 1^{er} avril 2024, un "cadre spécifique" sera mis en place afin de permettre aux associations gestionnaires de lieux de culte de recruter elles-mêmes des imams et de les salarier directement, avec l'objectif que ces imams soient "au moins partiellement, formés en France", selon la lettre du ministre. Cette décision ne "remet pas en cause" la présence d'imams étrangers pendant le mois de Ramadhan, selon la chaîne d'information.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

COMMERCE EXTÉRIEUR, MINES, AUTOMOBILE, STARTUPS, PÉTROCHIMIE...

Tour d'horizon des faits marquants de 2023

Bond sans précédent des exportations hors hydrocarbures, relance de l'industrie automobile, ouverture de banques à l'étranger, de lignes maritimes et aériennes, lancement de projets miniers comme Gara Djebilet, relance du barrage vert, autant de décisions ayant marqué l'année 2023.

Malgré un contexte international fragile et incertain, l'Algérie a su faire preuve de résilience en maintenant une croissance économique appréciable, de l'ordre de 5,3% en 2023. Notre pays s'est engagé résolument dans un processus de diversification économique visant à réduire sa dépendance à l'égard des exportations d'hydrocarbures. Cette politique clairvoyante du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a porté ses fruits.

L'Algérie a enregistré un bond sans précédent de ses exportations hors hydrocarbures, pour atteindre 13 milliards de dollars fin 2023, soit dix fois leur volume d'il y a trois décennies, et ce, à la faveur de la politique visant à diversifier son économie et à l'affranchir de sa dépendance à la rente pétrolière. Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'Algérie mise sur plusieurs secteurs prometteurs, comme les industries chimique et agroalimentaire, les matériaux de construction et l'agriculture. D'importantes mesures ont été prises durant 2023 comme l'ouverture de succursales, bancaires notamment, au Sénégal et en Mauritanie, ainsi que de nouvelles lignes maritimes et aériennes vers les capitales africaines et d'autres pays comme la Russie. Dans ce sillage, une exposition permanente des produits algériens, relevant de la



Société algérienne des foires et exportations (Safex), a été ouverte à Nouakchott dans le but de promouvoir les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie et les autres pays africains, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ces espaces constituent une « plateforme idoine pour présenter les produits et services algériens et renforcer le commerce intérieur et extérieur », indique le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Autre décision phare, la relance du Barrage vert, mégaprojet écologique et agro-économique, lancé en juin 1970. Dans une première étape, la relance de ce projet du siècle vise à porter sa superficie de 3,7 à 4,7 millions d'hectares dans les zones steppiques et, ce, à travers 13 wilayas, 183 communes et

1 200 localités. Il est question du reboisement d'une superficie d'un million d'hectares. L'année qui s'achève a également connu une avancée remarquable en matière d'industrie minière et de transport, caractérisée par le lancement des projets d'exploitation du gisement minier de Gara-Djebilet et d'extension sur 950 km de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar en application des engagements du Président Tebboune. L'exploitation effective du mégaprojet minier structurant de Gara-Djebilet permettra l'impulsion d'une dynamique nouvelle aussi bien dans le sud-ouest du pays qu'à travers l'ensemble du territoire national. La valorisation de ce mégaprojet, appelé à booster le secteur minier, devrait satisfaire le marché local en fer et produits sidérurgiques, et assurer, par conséquent, une autonomie nationale

en produits sidérurgiques, en plus de la création d'autres projets annexes structurants et l'éventuelle exportation, après satisfaction du marché local, des produits industriels finis et semi-finis.

Qualifié par des experts et économistes de « plus grand investissement minier en Algérie depuis l'indépendance », car riche en réserves de près de 3,5 milliards de tonnes de fer, le gisement de Gara-Djebilet devrait générer, dans une première phase, près de 3.000 emplois, en plus de la création d'autres métiers annexes et richesses. Outre la consolidation des capacités de valorisation et d'exploitation des potentialités naturelles pour le développement de l'industrie lourde, cet ambitieux projet devrait générer 15 000 emplois, avec une main-d'œuvre prévisible de 20 000

travailleurs. L'année qui prend fin a été aussi porteuse de décisions favorables pour l'essor des start-ups. Ainsi, les entreprises disposant du label « start-up » ou du label « incubateur » peuvent bénéficier d'avantages fiscaux, notamment en ce qui concerne les équipements acquis. Autre décision phare annoncée, le lancement d'une plateforme numérique dédiée aux demandes d'agrément de conseiller en investissement participatif, afin de faciliter le financement des porteurs de projets et des start-up en mettant à disposition davantage de bailleurs de fonds. A la faveur de ces nouvelles mesures, le secteur privé est autorisé au financement des start-up afin de diversifier les sources de financement, d'autant que l'Etat a accordé plusieurs avantages aux opérateurs économiques, à travers des facilitations fiscales. De quoi permettre aux startups de disposer actuellement de plusieurs opportunités de financement, en plus des crédits bancaires. Dans le domaine automobile, le lancement de la marque FIAT en Algérie et l'inauguration de l'usine de la marque italienne le 11 décembre dernier dans la zone industrielle de Tafraoui, au sud de la wilaya d'Oran, représentent une étape importante dans la relance de l'activité de la construction automobile en Algérie. Dans une première phase, l'usine dispose de capacités de production de véhicules de 60 000 unités, annuellement, avant de passer à 90 000 voitures au titre de la deuxième phase. L'usine de Tafraoui produira trois modèles de la marque italienne, jusqu'en 2026, avant "d'injecter" sur le marché automobile algérien un quatrième modèle. Autant dire que l'année 2023 a été porteuse d'espoir, à la faveur d'une véritable dynamique économique.

Amel B.

FRONTIÈRE ALGÉRO-TUNISIENNE

L'autoroute Est-Ouest donne un coup d'accélérateur aux échanges commerciaux

L'ouverture, à la mi-août 2023, de l'ultime tronçon de l'autoroute Est-Ouest, reliant, sur 84 km, la commune de Dréan (El Tarf) à la frontière algéro-tunisienne, aura aidé à améliorer les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays. Le directeur par intérim des travaux publics de la wilaya d'El Tarf, Fateh Bouali, a souligné, dans une déclaration à l'APS, « l'importance de l'ouverture à la circulation de ce tronçon qui traverse 6 communes dès lors que cela permet, d'une part, de rentabiliser l'autoroute Est-Ouest dans sa partie orientale, et de faciliter, d'autre part, les échanges économiques entre l'Algérie et la Tunisie ». De plus, a ajouté le même responsable, la sécurité des usagers de la route y est assurée grâce à la qualité des travaux sur ce segment d'autoroute de 84 km qui

répond, en outre, aux besoins des populations, brise l'isolement de nombreuses localités de la région et améliore les conditions de vie des habitants des communes situées sur la bande frontalière. Nacer Bouaziz, professeur d'économie à l'université de Guelma, a estimé que l'autoroute Est-ouest, dans sa partie orientale, est « un acquis stratégique important » et un « vecteur fondamental de développement économique, social et touristique de la région ».

Il a souligné que l'ouvrage « aura sans doute un impact positif significatif, non seulement sur l'économie nationale mais aussi sur l'économie régionale et africaine, et contribuera à améliorer les conditions de vie de la population locale, à briser l'isolement des villages ruraux reculés, en particulier ceux situés dans la

bande frontalière, à créer de larges perspectives de développement, en plus de constituer un

facteur de mobilité sans précédent dans la région en facilitant, notamment, les échanges com-

merciaux et touristiques entre les deux pays frères, l'Algérie et la Tunisie ». **R.N.**

MICHEL MARTINI, UN MILITANT DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE, S'ÉTEINT À L'ÂGE DE 98 ANS

Michel Martini, un militant de la Révolution algérienne, est décédé à l'âge de 98 ans, a annoncé, hier, le ministère des Moudjahidine. Né le 6 février 1925 à Paris, Michel Martini rejoint l'Algérie avec son père en 1946 avant de retourner en France pour poursuivre ses études en médecine, pour revenir encore une seconde fois en mai 1954 et rejoindre l'hôpital de Miliana, puis celui de Chlef en 1955. Après avoir côtoyé plusieurs militants algériens et français, convaincus de la justesse de la cause algérienne et de ses nobles principes, il rejoint les rangs de la Révolution durant la même année. Très actif et sollicité par ses compagnons, Michel Martini est découvert par

les autorités coloniales qui décident de l'arrêter et de le placer en résidence surveillée à Sidi Mahdjoub, près de Médéa, puis emprisonné à Oran du 7 septembre 1956 au 3 août 1957. A sa sortie de prison, il se réfugie en Tunisie pour poursuivre son parcours militant, où il prend attache avec plusieurs responsables de la santé dans les rangs de l'ALN. Il rencontre alors plusieurs dirigeants de la Révolution algérienne, dont Krim Belkacem, Abdelhamid Mehri et Ferhat Abbas. Le ministre des Moudjahidine, Laid Rebi-ga, a présenté ses condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons moudjahidine.

R.N.

**LE NIGER
SE DÉSOLIDARISE
DU MALI
SUR LE G3 SAHEL
L'ALGÉRIE
REPREND
LES CHOSES
EN MAIN**

Comme nous l'annoncions plus tôt, ceux qui pensaient que le coup de froid entre Bamako et Alger allait perdurer et entraîner des retombées préjudiciables ont eu tort d'y ajouter foi. Acteur principal dans un espace maghrébo-saharo-sahélien, l'Algérie sait imprimer son tempo lorsque la nécessité s'impose.

Ni la fausse Alliance-Atlantique proposée par Rabat, ni les déclarations intempestives lâchées malencontreusement par Niamey ou Koulouba ne peuvent se tenir droit quand les principes de bon voisinage et le droit d'ânesse se font entendre.

Sans entrer dans plus de détails, voici un exemple qui en vaut mille.

Le 16 septembre 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger avaient décidé d'un commun accord de mutualiser leurs forces pour mieux répondre aux défis sécuritaires et sociaux dans la zone du Sahel. L'Alliance des États du Sahel fut alors créée sous la directive de la charte Liptako-Gourma. Désormais, les trois pays partageant quasiment les mêmes peuples et cultures penseront ensemble leur développement. Dans le même contexte, l'idée d'une confédération et par la suite d'une fédération de ces trois États a été évoquée par les dirigeants des trois pays.

Depuis quelques jours, le Mali et l'Algérie semblent en froid, mais ce ne sont que vagues passagères et non lame de fond. De même avec le Niger, l'Algérie reprend la main. En effet, le chef de la diplomatie nigérienne, Bakary Sangari, a été reçu par son homologue algérien, Ahmed Attaf, à Alger, le 26 décembre 2023.

Les deux ministres ont discuté de leurs relations et surtout de la situation sécuritaire dans la région sahélienne.

Première retombée, le Niger et le Mali divergent déjà sur l'Alliance dite G3 Sahel (concoctée avec le Burkina Faso). Pour Niamey, l'Algérie demeure le joueur principal dans un espace très grand et ouvert à tous les périls, aussi bien d'ordre interne (gouvernance, rébellion, groupes armés, etc.) qu'externes (jeu des stratégies des puissances, volonté des puissances occidentales d'y prendre pied, etc.).

Cette Alliance qui ne verra pas le jour est symptomatique du grand jeu souhaité par le Mali et dont seule l'Algérie pourrait porter l'étendard. Dans les prochains jours, nous allons voir, encore de manière plus claire, la reprise en main des détails les plus pointus par le pays qui a toujours trouvé la solution adéquate pour ses voisins.

I.M.A.

LE PAYS DE NELSON MANDELA A DÉPOSÉ UNE PLAINTE DEVANT LA CIJ

L'Afrique du Sud traîne devant la justice l'entité sioniste

Cette requête est la dernière mesure en date prise par l'Afrique du Sud pour faire pression sur les sionistes afin qu'ils mettent fin à leur guerre contre Ghaza, remarque le site Middle East Eye. Le mois dernier, les députés du pays avaient voté en faveur de la fermeture de l'ambassade israélienne à Pretoria et de la rupture des relations diplomatiques avec Israël jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit instauré.



Dans un communiqué rendu public vendredi 29 décembre par la CIJ, principal organe judiciaire de l'ONU, la cour a annoncé le dépôt par l'Afrique du Sud d'une «requête introductive d'instance» contre l'entité sioniste pour de «supposés manquements aux obligations qui lui incombent au titre de la Convention contre le génocide en ce qui concerne les Palestiniens dans la bande de Gaza».

«Les actes et omissions sionistes revêtent un caractère génocidaire», estime l'Afrique du Sud dans sa requête, expliquant que ces actes «s'accompagnent de l'intention spécifique requise de détruire les Palestiniens de Gaza en tant que

partie du groupe national, racial et éthique plus large des Palestiniens». En particulier depuis le 7 octobre, «Israël manque à son obligation de prévenir le génocide et celle de punir l'incitation au génocide», ajoute la requête sud-africaine.

L'Etat hébreu «s'est livré, se livre et risque de continuer à se livrer à des actes de génocide» contre les Palestiniens. L'Afrique du sud réclame aussi des mesures conservatoires, au titre des statuts de la CIJ, pour la «protection contre un nouveau préjudice grave et irréparable aux droits que le peuple palestinien tient de la convention contre le préjudice» et de contraindre Israël à respecter ses obligations au titre de la

même convention. Cette requête est la dernière mesure en date prise par l'Afrique du Sud pour faire pression sur les sionistes afin qu'ils mettent fin à leur guerre contre Ghaza, remarque le site Middle East Eye. Le mois dernier, les députés du pays avaient voté en faveur de la fermeture de l'ambassade israélienne à Pretoria et de la rupture des relations diplomatiques avec Israël jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit instauré. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, un défenseur de la cause palestinienne, «compare la politique israélienne à Ghaza et en Cisjordanie occupée avec le régime d'apartheid de ségrégation raciale imposé par la minorité

blanche (d'Afrique du Sud), qui a pris fin en 1994, explique Al-Jazeera. «Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont déclaré que la politique israélienne à l'égard des Palestiniens relevait de l'apartheid», soutient la chaîne qatarie. Ces crimes dont sont victimes les Palestiniens sont totalement inadmissibles; la communauté internationale doit demeurer on ne peut plus vigilante et traîner devant la justice ceux qui s'en rendent coupables. La communauté internationale doit compatir avec les victimes des atrocités perpétrées par les sionistes. Elle a l'obligation morale de réagir à ces événements horribles.

Youcef S.

ELLE NE SE FIXE AUCUNE LIMITE

L'armée d'occupation s'acharne contre Khan Younès

La guerre à Ghaza est entrée dans sa 13^e semaine sans aucune fin en vue. Khan Younès, principale ville du sud de la bande de Ghaza, a été visée par des tirs d'artillerie au cours de la nuit, selon un correspondant de l'AFP. Plus au sud, à Rafah, ville frontalière proche de l'Egypte, de nombreux Ghazaouis cherchaient à se mettre à l'abri des bombardements incessants de l'armée sioniste. La guerre ne montre aucun signe de répit malgré les pertes civiles qui s'alourdissent chaque jour et les appels internationaux à un cessez-le-feu. «La guerre, ça suffit ! Nous sommes totalement épuisés», s'est écriée Oum Louay Abou Khater, une femme de 49 ans, qui a fui sa maison à Khan Younès pour se réfugier à Rafah, à la pointe sud de la bande de Ghaza. L'armée d'occupation poursuit son offensive en dépit de l'opposition internationale croissante. Selon un nouveau bilan publié hier par le ministère de la Santé du Hamas, 21 672 personnes, en majorité des femmes, des adolescents et des enfants, ont été tuées depuis le début de la guerre. Les quelque 2,4 millions d'habitants

de la bande de Ghaza, dont 85 % ont dû fuir leur foyer, selon l'ONU, continuent d'être confrontés à une situation humanitaire désastreuse. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réitéré vendredi son appel à un «cessez-le-feu humanitaire immédiat», tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre la menace croissante de propagation de maladies infectieuses au sein de la population à Ghaza. "L'année 2023 a été la pire de ma vie. Ce fut une année de destruction et de dévastation, nous avons vécu une tragédie que même nos grands-parents n'ont pas connue", a déclaré Ahmed al-Baz, un Palestinien de 33 ans déplacé de la ville de Ghaza, cité dans une dépêche de l'AFP. Après des frappes sionistes à Zawayda, dans le centre de la bande de Ghaza, les secouristes ont extrait les corps de neuf personnes "membres d'une famille très pacifique", a affirmé le directeur de la Protection civile, Rami al-Aidi, ajoutant que deux maisons adjacentes avaient été visées. Aux obsèques du journaliste Jabr Abou

Hadrous, dans la ville de Deir al-Balah, son confrère Islah al-Madhoon s'en est pris à l'armée d'occupation: "A tout moment, nous serons probablement martyrs parce que l'occupation ne respecte plus le droit international (...) et continue de prendre les journalistes pour cible". Les médiateurs internationaux, qui ont négocié une trêve d'une semaine ayant permis fin novembre la libération de plus de 100 otages et l'entrée à Ghaza d'une aide limitée, poursuivent leurs efforts en vue d'obtenir une nouvelle pause dans les combats. Par ailleurs, les réfugiés vivent n'importe où. Avec des amis entassés dans des habitations, à 70 personnes dans un appartement" et beaucoup vivent à l'extérieur", selon Juliette Touma, une porte-parole de l'office onusien pour les réfugiés palestiniens. 40% de la population de Ghaza est menacée de famine, selon les estimations de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens. "Chaque jour est une lutte pour la survie, pour trouver de la nourriture et de l'eau", écrit l'agence onusienne.

Y.B.

COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER

La caravane juvénile achève sa visite en Algérie

La caravane des jeunes de la communauté nationale à l'étranger a achevé, jeudi dernier, sa visite en Algérie, dans le cadre de la Caravane de la mémoire organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports. Les membres de cette caravane ont quitté l'aéroport international Ahmed-Ben-Bella en direction de la France.



Accompagnés de cadres du ministère et de la wilaya d'Oran, les membres de la caravane ont visité, jeudi, dans le cadre du programme du deuxième jour de leur visite dans la capitale de l'Ouest algérien, le Complexe sportif olympique Miloud-Hadefi, le village méditerranéen de la commune de Bir El-Djir, le centre équestre Antar Ibn Cheddad de la commune d'Es-Senia, où ces infrastructures ont abrité, ces dernières années, des manifestations sportives internationales et continentales importantes.

Le wali d'Oran Saïd Sayoud a organisé, dans la soirée, un dîner en l'honneur des membres de la caravane des jeunes au village méditerranéen, après avoir visionné le

film de guerre "Héliopolis" de Djaâfar Gacem en présence des cadres de la wilaya et des moudjahidine. Cette occasion a été saisie pour organiser un débat entre jeunes présents et les moudjahidine sur la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français et ses sacrifices durant plus d'un siècle et 30 ans pour recouvrer la souveraineté du pays. Le wali a souligné, lors de cette rencontre, qu'il a observé "un attachement des jeunes de la communauté algérienne à l'étranger, qui ont pris part à la Caravane de la mémoire, à leur mère patrie et leur fierté de lui appartenir, ainsi qu'à sa glorieuse histoire, ce qui est visible avec leur immense joie de se trouver en Algérie". Les membres de cette carava-

ne, qui ont visité lors de la première journée de leur déplacement à Oran certains sites archéologiques et historiques de la ville, dont le musée du Moudjahid, le fort de Santa Cruz, le Mont Moudjadjou et certains centres commerciaux, ont exprimé leur satisfaction de se trouver dans la ville d'El Bahia.

Anis Nehala, cadre au ministère de la Jeunesse et des Sports et accompagnateur de la délégation a souligné que les jeunes de la communauté participant à la Caravane de la mémoire, qui ont inspecté de visu lors de leurs visites dans les wilayas de Biskra, Guelma, Batna, Tizi Ouzou, Alger et enfin Oran, plusieurs régions et événements qu'ils ont étudié dans les livres ou qui leur ont été racontés par

leurs parents sur l'histoire de l'Algérie et sa nature, et ce périple a été pour eux une occasion pour un contact direct avec des Moudjahidine, qui ont participé à la glorieuse Guerre de libération.

Les membres de la caravane de la communauté algérienne établie à l'étranger ont quitté l'Algérie, après avoir passé 9 jours, durant lesquels ils ont visité les six wilayas historiques, dans le cadre de la Caravane de la mémoire organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec la Grande mosquée de Paris dans le cadre de la consolidation de la mémoire nationale chez les enfants de la communauté algérienne établie à l'étranger, surtout les jeunes.

R.N.

INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE

156 DÉCÈS DEPUIS JANVIER 2023

Cent cinquante-six (156) personnes ont péri et 3 025 autres ont été secourues, depuis janvier 2023, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO), selon un bilan rendu public samedi par la Protection civile, qui rappelle les consignes de sécurité obligatoires à prendre en considération. "Ces drames sont souvent dus à des erreurs de prévention en matière de sécurité, à l'absence de ventilation, au mauvais montage et défaut d'entretien, ainsi qu'à l'utilisation de certains appareils qui ne sont pas destinés au chauffage", note la même source qui appelle au respect des "bons gestes préventifs". A ce propos, la Protection civile recommande aux citoyens d'appeler le numéro d'urgence (14) ou le numéro vert (1021) en précisant l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge "rapide et efficace".

DANS LE SECTEUR DE MAHBES

L'ARMÉE SAHRAOUIE CIBLE UN POSTE DE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE D'OCCUPATION MAROCAINE

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé, vendredi, le poste de commandement de la 7^e brigade de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Mahbes, a indiqué la Direction centrale du Commissariat politique de l'armée sahraouie dans son communiqué militaire.

"Dans le cadre de la guerre de libération et de la poursuite de la lutte armée, des détachements avancés de l'armée sahraouie ont ciblé, par d'intenses bombardements, le poste de commandement de la 7^e brigade de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Mahbes, lui infligeant de lourdes pertes, a précisé le communiqué militaire rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les attaques de l'Armée populaire de libération sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines, qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, a conclu le communiqué.

R.I.

SECTEUR AGRICOLE

Promouvoir la formation et la connaissance académique

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a présidé, jeudi dernier, à l'École supérieure de la sécurité sociale (ESSS) à Alger, l'ouverture d'un séminaire national sur "La formation agricole entre la connaissance académique et la réalité de l'artisanat", dans le cadre de la coordination entre les différents secteurs en vue de concrétiser la stratégie agricole tracée par le président de la République pour le développement du secteur agricole.

En présence de membres du Gouvernement, Merabi a affirmé que le secteur agricole "revêt une importance majeure dans la stratégie de développement et en matière de forma-

tion d'une main d'œuvre qualifiée".

Après avoir rappelé l'appel du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'adoption d'un plan d'urgence pour la modernisation de l'agriculture en vue d'assurer la sécurité alimentaire et de répondre aux besoins nationaux, le ministre a souligné que cette rencontre "se veut une occasion pour passer en revue les différentes spécialités disponibles dans le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels dans le domaine agricole, l'objectif étant de concourir à leur enrichissement, voire à leur valorisation par les partenaires économiques et les investisseurs

dans ce domaine, tout en veillant au développement des instituts spécialisés dans l'agriculture". Selon le ministre, le secteur dispose d'un "grand nombre de formateurs de plus de 900 professeurs spécialisés qui assurent la formation dans plus de 80 spécialités dans la production agricole, animale et végétale", le ministre a exprimé l'espoir que cette rencontre puisse contribuer à "l'enrichissement de la nomenclature des filières professionnelles par de nouvelles spécialités adaptées aux mutations effrénées que connaît le secteur agricole dans notre pays pour réaliser les objectifs stratégiques escomptés, qui consistent principalement à garantir l'autosuffisan-

ce en produits agricoles".

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a insisté sur la formation agricole, étant "un domaine commun entre plusieurs secteurs", soulignant qu'elle "fait partie intégrante de la stratégie de l'Etat visant à moderniser l'agriculture, conformément aux engagements du président de la République". Cherfa s'est félicité, par ailleurs, de l'organisation de cette rencontre visant "l'adaptation de la nomenclature des filières professionnelles aux exigences du secteur agricole pour renforcer la sécurité alimentaire".

Il a rappelé, ainsi, que le secteur agricole disposait de "13 éta-

blissements de formation, en plus d'un réseau d'instituts spécialisés dans la recherche et le développement", ajoutant que les différents programmes de formation et de soutien technique réalisés avec la contribution du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ont permis d'améliorer les pratiques agricoles des agriculteurs et de réaliser un bond qualitatif dans plusieurs domaines, dont l'extension des superficies agricoles, l'introduction des techniques modernes telles que les systèmes d'irrigation économes en eau et l'intensification de la production en serres".

R.N.

PRODUCTION
ET EXPORTATIONS DE GAZ
NATUREL EN 2023

LES RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE EN UKRAINE SE POURSUIVENT

La production et les exportations mondiales de gaz naturel n'ont pas échappé aux répercussions de l'invasion russe de l'Ukraine pour la deuxième année consécutive, après que la crise ait provoqué des changements fondamentaux dans le paysage énergétique en général. Les répercussions se poursuivent alors que la production russe de gaz naturel tend à baisser jusqu'à son plus bas niveau depuis 2009, avec une baisse des exportations par gazoducs vers l'Europe et le retrait des investissements étrangers après l'invasion de l'Ukraine. La production de gaz naturel devrait connaître une croissance en 2023 en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Asie, dans le Pacifique et en Afrique, contre une baisse en Europe et dans la région Eurasiatique, ainsi qu'en Amérique centrale et du Sud. En termes d'exportation ; Il n'y a pas eu de changement significatif par rapport à l'année dernière, alors que les pays de l'Union européenne continuent de sevrer des approvisionnements russes, qui affluent toujours vers le Vieux Continent, mais dans des quantités deux fois moindres qu'avant la crise d'invasion. La production mondiale de gaz naturel se dirige vers une légère baisse pour la deuxième année consécutive en 2023, pour atteindre son niveau le plus bas depuis l'année de la pandémie de Corona (2020), au cours de laquelle elle est tombée à moins de 4 000 milliards de mètres cubes. L'Agence internationale de l'énergie estime que la production mondiale de gaz naturel diminuera à 4,081 milliards de mètres cubes en 2023, contre 4,094 milliards de mètres cubes en 2022, mais elle devrait augmenter l'année prochaine (2024) pour atteindre un nouveau niveau record de 4,146 milliards de mètres cubes.

R.E./avec Agences

CNESE

Nadir Larbaoui préside la cérémonie d'installation de la nouvelle présidente de la nouvelle présidente

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, la cérémonie d'installation de Mme Rabia Kherfi en tant que présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), en remplacement de Bouchenak Khelladi et ce, conformément à la décision prise par le président de la République le 20 décembre 2023.

Le Premier ministre a mis en avant, à cette occasion, "l'importance majeure accordée par le président de la République à cette instance constitutionnelle consultative, pour la hisser à la place qui lui sied, en tant que partenaire actif pour les activités gouvernementales et un cadre propice au dialogue, à l'analyse, à l'évaluation et à la prospective sur diverses questions économiques, sociales et environnementales".

Nadir Larbaoui a exhorté, en outre, au "renforcement et à l'élargissement de la contribution des différents acteurs de la société civile et de notre communauté nationale à l'étranger à l'action du CNESE dans le souci d'appuyer les efforts nationaux initiés par le président de la République en matière de développement socio-économique et environnemental".

Le Premier ministre a présenté, à cette occasion, ses félicitations à Mme Kherfi pour "la confiance placée en sa personne par le président de la Répu-



blique", exprimant sa conviction qu'elle "pourra accomplir ses missions de manière positive, compte tenu de sa compétence avérée et de sa longue expérience dans la gestion du secteur économique".

Parallèlement, le Premier

ministre a présenté ses remerciements à M. Khelladi pour "ses efforts consentis tout au long de sa présidence du Conseil et pour son engagement au service de la patrie".

Lors de cette cérémonie, une minute de silence a été obser-

vée en hommage au Général-Major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi après un long parcours plein de dévouement au service de la patrie.

R.E.

EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION ET À LA CRÉATIVITÉ

Le secteur du tourisme en accompagnateur des artisans



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a déclaré, jeudi dernier, que son secteur poursuivra l'accompagnement et le soutien des artisans à l'effet d'améliorer les produits de l'artisanat pour préserver ce patrimoine authentique. Présidant la cérémonie de distribution du Prix national de l'artisanat et des métiers dans sa 19e édition, le ministre a insisté sur l'importance de la préservation du patrimoine traditionnel authentique, de l'encouragement des artisans à l'innovation et à la créativité, et de la promotion de la qualité du produit algérien dans ce domaine. Il a rappelé, à cette occasion, les réalisations enregistrées au cours de cette année en matière de promotion du produit traditionnel authentique à travers l'orga-

nisation de plusieurs activités et workshops dans le domaine de la création des micro-entreprises et des startups au profit des artisans, ainsi que du Salon international de l'artisanat et plusieurs expositions régionales en sus de la participation aux salons internationaux de l'artisanat. Il sera procédé, par la même occasion, à la distinction de plusieurs œuvres artisanales, tous domaines confondus, dont la céramique, le verre, le cuivre et le bois en sus de la fabrication des tapis traditionnels et de la broderie. Ces chefs-d'œuvre seront exposés au niveau des hôtels et de l'exposition de l'Agence nationale de l'Artisanat et de métiers (ANART).

APS

FINANCE INTERNATIONALE

Une année difficile pour les banques

Bien que la hausse des taux d'intérêt augmente traditionnellement les revenus et les bénéfices du secteur bancaire, l'année en cours, qui a connu les taux d'intérêt les plus élevés, n'a pas été une année heureuse pour les banques en général, et pour les principaux investisseurs en particulier, car le secteur bancaire mondial Le secteur a connu en 2023 la suppression de plus de 60 000 emplois et des licenciements dans ce qui est considéré comme la pire année de suppressions d'emplois dans le secteur depuis la crise financière mondiale de

2008-2009. Ainsi, le secteur bancaire a stoppé la tendance de l'emploi qu'il avait amorcée avec la reprise après la crise épidémique du corona, selon ce que montre l'analyse des données dans un rapport détaillé du Financial Times. Selon l'analyse, les banques d'investissement sont à l'avant-garde des suppressions d'emplois dans le but de réduire les coûts pour maintenir les marges bénéficiaires, car cette année est la deuxième année où elles souffrent d'une baisse de la demande pour leurs services d'investissement et de conseil avec une

diminution du nombre de transactions qu'ils concluent et des offres initiales d'actions. En outre, certaines des crises traversées par le secteur ont amené les banques à recourir à l'élément le plus important qui leur permet de réduire leurs dépenses et ainsi de maintenir la marge bénéficiaire, ce qui réduit l'emploi. Par exemple, l'effondrement du Crédit Suisse et son rachat par l'UBS. Au moins 13 000 emplois seront créés dans la banque à la suite de la fusion, alors que l'on s'attend à ce que la banque connaisse de nouvelles réductions d'emplois

l'année prochaine. Selon la méthode utilisée par le journal pour calculer l'ampleur des licenciements, le chiffre pourrait être plus important, car le rapport s'appuie sur les déclarations officielles des grandes banques, sans inclure les petites banques ni la suppression d'un petit nombre d'emplois. Selon les données, les 20 plus grandes banques mondiales ont supprimé 61 905 emplois cette année, contre environ 140 000 emplois supprimés par les mêmes banques lors de la crise financière entre 2007 et 2008.

M.H.

IEDF KOLÉA

Sortie de la 40^e promotion d'inspecteurs divisionnaires

Cette grande école a formé jusqu'ici 1 744 cadres des finances. Les nouveaux cadres doivent contribuer à renforcer les services financiers, et à améliorer la performance des finances publiques.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé la cérémonie de sortie de la 40^e promotion d'inspecteurs divisionnaires de l'Institut algéro-tunisien de l'économie douanière et fiscale (IEDF) de Koléa (Tipasa), appelés à occuper des postes de responsabilité au niveau des différents services financiers des deux pays. La cérémonie de sortie de cette 40^e promotion s'est déroulée, lundi, en présence de cadres du secteur et de représentants de la section culturelle de l'ambassade de Tunisie à Alger. Créé en 1981, l'IEDF de Koléa est le fruit de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation, ayant formé à ce jour 1 744 cadres, a souligné le ministre. La promotion est constituée de 59 cadres en finances, dont 44 cadres algériens et 15 tunisiens, appelés à renforcer les différents services des finances dans les deux pays, en sus de contribuer à l'amélioration et à la promotion de la performance des finances publiques, pour atteindre les objectifs mêmes de leur formation, a



ajouté M. Faïd. Le ministre a assuré, dans ce sens, la poursuite du soutien au partenariat et à la coopération avec la Tunisie, pays frère, en matière de formation, à travers la promotion de l'Institut algéro-tunisien de l'économie douanière et fiscale (Algérie) et l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Tunisie). M. Faïd a souligné, en outre, l'importance de "continuer à promouvoir et orienter la formation pour se mettre au diapason des développements enregistrés dans le monde de la finance mondiale, notam-

ment à la lumière des défis de plus en plus complexes en matière de préservation de l'argent public et de rationalisation de sa gestion, via les technologies modernes et la numérisation, d'où l'impératif d'investir dans la ressource humaine pour concrétiser efficacement les réformes tracées". M. Faïd a indiqué que ces dernières années, des efforts avaient été déployés pour renforcer et mettre à jour la formation à travers l'actualisation des programmes de formation de cet institut, et ce, en

coordination avec les ministères des Finances des deux pays, notamment en ce qui concerne les cours sur les systèmes informatiques et la moralisation de la gestion des finances publiques. De son côté, le directeur général de l'IEDF, Samir Chebila, a rappelé que les cadres diplômés avaient bénéficié d'une formation de haut niveau d'une durée de 24 mois, encadrée par des enseignants universitaires et des cadres algériens, tunisiens et étrangers, et durant laquelle les étudiants ont bénéficié de deux stages à l'étranger.

R.R.

EST DU PAYS : VACCINATION CONTRE LA FIÈVRE APHTEUSE

PLUSIEURS MILLIERS DE DOSES MOBILISÉES

Plusieurs milliers de doses du vaccin contre la fièvre aphteuse ont été mobilisées à l'est du pays dans le cadre de la campagne de vaccination contre cette infection lancée dimanche à l'échelle nationale. Dans la wilaya de Constantine, 30.000 doses de ce vaccin ont été affectées à cette opération de protection du cheptel local dans le cadre de cette campagne rentrant dans le cadre des mesures décidées par le ministère de l'Agriculture et du Développement local pour éviter la propagation de cette maladie, a affirmé Mourad Benameur, inspecteur vétérinaire de wilaya. Cette campagne cible dans la wilaya d'Annaba 30.000 bovins et mobilisera 30 agents en plus des vétérinaires privés, selon les services de l'inspection vétérinaire de wilaya qui ont assuré qu'un stock suffisant de vaccin est actuellement disponible. Les mesures préventives prises ont porté sur la fermeture des marchés à bestiaux quotidiens et hebdomadaires et l'insistance sur l'observation des règles d'hygiène dans les étables, selon ces services. A Tébessa, 9.000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse ont été fournies et des vétérinaires publics et privés pour assurer le succès de la campagne, a révélé le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Mokhtar Merzoug, qui a assuré qu'aucun cas confirmé de fièvre aphteuse n'a été diagnostiqué dans la wilaya. Une campagne a été lancée dans la wilaya de Skikda pour la vaccination de 50.000 bovins de plus de deux mois d'âge, a indiqué Mohamed Rékha El WahemMesbah, inspecteur vétérinaire de wilaya, qui a affirmé que des mesures incluant la mobilisation de 70 vétérinaires dont 50 du secteur privé ont été prises pour exécuter cette opération dans un délai d'un mois. De son côté, Hamza Hanachi, directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a indiqué que la CNMA est la seule compagnie qui propose une assurance contre ce type de maladies du cheptel et mène chaque année des campagnes de sensibilisation ciblant des agriculteurs les invitant à assurer leurs troupeaux et éviter d'éventuelles pertes. A Khenchela, la campagne de vaccination a démarré dimanche avec la mobilisation de 8.500 doses de vaccin pour les bovins de plus de deux mois, a indiqué le directeur des services agricoles, Saïd Tamene. Trente-huit (38) vétérinaires des secteurs public et privé ont été mobilisés pour cette campagne d'un mois, selon le même responsable qui a affirmé qu'aucun cas de fièvre aphteuse n'a été enregistré à Khenchela.

APS

JIJEL : INDUSTRIE

Développement des exportations en 2023

La wilaya de Jijel a connu, en 2023, un décollage économique que plusieurs indicateurs confirment, à l'image de la relance et l'entrée en service de plusieurs unités de production, l'accroissement du volume des exportations de produits sidérurgiques par l'entreprise Algerian Qatari Steel (150% de plus par rapport à 2022) et l'augmentation de 7% des échanges commerciaux via le port de DjenDjen. Il convient de noter, à ce titre, la relance des travaux de réalisation du complexe KoutamaAgrifood de trituration des graines oléagineuses et de production des huiles et du tourteau, devant être opérationnelle au 1^{er} semestre 2024, ou encore l'entrée en service de l'usine Jumagro de Taher, fruit d'un partenariat entre le groupe Agroddiv et le holding public Madar, spécialisée dans la transformation des fruits et légumes et la production d'huile d'olive vierge. Le complexe KoutamaAgrifood, situé dans le port

de DjenDjen, dans la commune de Taher, est aujourd'hui, après l'accomplissement des procédures de transfert de la propriété à l'Etat algérien, en 2021, l'un des projets les plus importants auxquels les hautes autorités du pays attachent une grande importance. L'unité comprend, a précisé son Directeur général, Abdelali Ferhani, une installation de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles végétales brutes, d'une unité de stockage des matières premières (soja) et d'une unité de stockage du produit fini avant la commercialisation des huiles végétales. M. Ferhani a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que le complexe, achevé à 80%, "avance d'un pas sûr" pour entrer en service aussitôt après des essais techniques prévus au cours du 1^{er} semestre 2024. Le même responsable a souligné que le complexe devrait couvrir 20% des besoins du marché national en huile de table, dès son entrée en service,

70 à 80% des besoins en aliments de bétail, grâce à la production de tourteau, avant de passer, dans un second temps, à l'exportation avec tout ce que cela implique économiquement en matière de ressources en devises pour le pays. Détaillant ses propos, il a indiqué que la capacité de production du complexe consiste dans la trituration de 5.000 tonnes d'oléagineux par jour, la production de 1.000 tonnes/jour d'huile brute, la production de 4.000 tonnes/jour d'aliments de bétail avec, à la clé, 500 emplois permanents et 1.500 autres temporaires. Algerian Qatari Steel (AQS), sise à Bellara, est l'un des "nerfs" économiques les plus importants de la wilaya de Jijel, en particulier, et de l'Algérie, en général. Les résultats probants qu'elle obtient et son "incurSION", grâce à ses efforts à l'export, dans des marchés internationaux qui furent, il n'y a pas si longtemps, la "chasse gardée" de certains consortiums mon-

diaux hégémoniques, font de cette entreprise un authentique fleuron économique. La liste, en vrac, des pays où l'on peut trouver du fer à béton et autres produits sidérurgiques labellisés "made in Algeria" est, à cet égard, édifiante : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Turquie, Roumanie, Chine, Italie, Qatar, Mauritanie, Lituanie, Albanie, Grèce, Portugal, Liban, Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Suède, Lettonie, Norvège, Allemagne, Estonie, Sénégal, Burkina Faso, Irak, Congo, Syrie, Tunisie et Libye. Selon le Directeur général adjoint d'AQS, Sofiane ChaïbSetti, l'entreprise algéro-qatarie a pu exporter, cette année, 700.000 tonnes entre fer à béton et bobines d'acier pour une valeur de 400 millions de dollars, vers différents marchés internationaux, soit une augmentation de plus de 150% par rapport à 2022 qui avait vu l'exportation de 240.000 tonnes pour quelque 160 millions de dollars. Le développement de

l'entreprise et l'extension de son activité ont également eu un impact positif sur l'emploi au niveau local, le nombre de travailleurs étant passé 1.265 en 2022 à 2.724 en 2023, ce qui a permis de réduire le taux de chômage en offrant des opportunités d'emploi directs et indirectes dans la wilaya de Jijel. La qualité des produits AQS a permis à l'entreprise d'obtenir de nombreuses certifications auprès de divers organismes internationaux spécialisés et faisant autorité dans le domaine, tels que la certification de qualité ISO, celle délivrée par GlobeCert AB pour la commercialisation de ses produits en Scandinavie, par Kiwa pour les marchés des pays Baltes, par Cares Steel Certification pour l'Angleterre, l'Australie, Singapour, l'Irlande et autres pays se conformant aux certifications de cet organisme et, enfin, par l'organisme polonais Zetom pour les pays d'Europe de l'Est.

APS

LES INÉGALITÉS SE CRE

L'année 2023 a été placée sous le signe des inégalités. Après la pandémie de COVID-19 et des pertes dévastatrices, les économies peinent globalement à reprendre de la vigueur, plombées par les effets conjugués de multiples crises : changement climatique, conflits, insécurité alimentaire, pour n'en citer que quelques-unes. "Comme souvent cependant, ce sont les pays les plus pauvres du monde qui sont les plus durement touchés", souligne la banque mondiale. Beaucoup d'entre eux, déjà surendettés, se trouvent toujours plus à court de ressources financières. Sur le front de l'emploi, les plateformes numériques occupent désormais une place essentielle sur les marchés du tra-

les plus pressants. L'extrême pauvreté a certes baissé dans les pays à revenu intermédiaire, mais elle s'est aggravée dans les pays les plus pauvres et ceux en situation de fragilité, conflit et violence. La persistance de la pauvreté dans ces pays complique d'autant plus la réalisation d'autres grands objectifs de développement mondiaux.

Aujourd'hui, près de 700 millions de personnes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté, avec moins de 2,15 dollars par jour. Alors que la pauvreté reculait dans le monde, la COVID-19 est venue mettre en péril des progrès durement acquis. En plus des pertes en vies humaines, la pandémie a entraîné une série de chocs et de crises qui nous ont fait perdre trois années dans la lutte contre la pauvreté. On observe la même tendance s'agissant du nombre de personnes vivant avec moins de 3,65 dollars par jour ainsi que du nombre de personnes vivant avec moins de 6,85 dollars par jour.

Pire encore, le nombre de personnes sous le seuil de 6,85 dollars par jour a légèrement augmenté. Le Rapport sur la dette internationale (IDR) a célébré cette année son cinquantième anniversaire. Il s'agit de la source de données et d'analyses la plus complète et transparente sur la dette extérieure des 121 pays à revenu faible et intermédiaire qui participent au Système de notification de la dette (DRS) de la Banque mondiale.

L'édition 2022 avait révélé des risques croissants pour l'ensemble des économies en développement (qu'elles soient à revenu faible ou intermédiaire), tout en soulignant des tensions de plus en plus aiguës dans les pays les plus pauvres du monde, accablés par le fardeau croissant du service de la dette.

Une tendance qui s'est poursuivie cette année : selon le rapport publié en décembre 2023, les pays en développement ont dépensé en 2022 un montant record de 443,5 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette publique extérieure et des dettes garanties par l'État. Dans les pays les plus pauvres admis à emprunter auprès de l'Association internationale de développement (IDA), le coût total du service de la dette a atteint le niveau sans précédent de 88,9 milliards de dollars, soit une hausse de 4,8 % par rapport à 2021. La hausse des coûts d'emprunt fait courir un risque de crise de la dette aux pays les plus pauvres, où elle détourne le peu de ressources disponibles au détriment de secteurs critiques comme la santé, l'éducation et l'environnement.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

Selon l'édition de janvier 2023 des Perspectives économiques mondiales, la croissance marque fortement le pas sous l'effet de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt, de la diminution des investissements et des perturbations causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les prévisions de la Banque mondiale tablent sur une croissance de l'économie mondiale de 1,7 % en 2023 et 2,7 % en 2024, avec un ralentissement marqué et généralisé. Elles ont été revues à la baisse pour 95 % des économies avancées et près de 70 % des économies de marché émergentes et en développement. Les perspectives économiques des pays en développement se sont assombries en 2023. Les quatre premières années de la décennie 2020 ont affiché des taux de croissance parmi les plus faibles depuis trente ans.

À l'aube de la nouvelle année, le monde est à mi-chemin de 2030, échéance cruciale pour le développement. Les prochaines Perspectives économiques mondiales, qui paraîtront le 9 janvier, apporteront un éclairage capital sur les défis qui nous attendent.

Falling Long-Term Growth Prospects: Trends, Expectations, and Policies : c'est le titre d'une étude de la Banque mondiale qui évalue pour la première fois les taux de croissance potentielle à long terme après la pandémie de COVID-19 et le conflit Russo-ukrainien.

Les conclusions sont préoccupantes : au rythme actuel, la « vitesse limite » de l'économie mondiale, c'est-à-dire le taux de croissance maximal à long terme sans risque d'inflation, devrait tomber à son niveau le plus bas depuis trois décennies d'ici 2030. En cause, le déclin de la quasi-totalité des forces qui ont favorisé la prospérité depuis le début des années 1990, dont notamment une diminution de la population en âge de travailler.

Le changement climatique n'épargne personne ni aucune économie. D'ici à 2050, les dérèglements du climat risquent de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays. Le stress hydrique va s'aggraver et les rendements agricoles diminuer, en particulier dans les régions du monde qui souffrent déjà d'une insécurité alimentaire. Par ailleurs, les systèmes agroalimentaires sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. Pour lutter contre le changement climatique et permettre en même temps aux populations, écoles, hôpitaux et entreprises d'avoir accès à l'électricité, il faut produire des énergies propres. Cela passe par le développement des renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique, et par des investissements dans l'électrification à grande échelle, tout en évitant la construction de nouvelles centrales au charbon et la mise hors service des anciennes installations.

Il est possible de réduire les émissions et d'accroître la résilience, mais cela suppose des évolutions sociales, économiques et technologiques majeures. À l'occasion de la COP28 qui vient de se dérouler à Dubaï, la Banque mondiale a annoncé plusieurs mesures ambitieuses qui visent notamment à augmenter les financements climatiques, élargir le champ d'application des clauses de suspension de la dette en cas de choc climatique, intensifier les efforts sur les marchés du carbone et infléchir de manière décisive la courbe des émissions de méthane. Dans un monde où les crises et les chocs frappent plus durement les populations les plus pauvres, le changement climatique n'échappe pas à la règle. Et la lutte contre le changement climatique revêt une importance capitale pour relever le défi du développement et bâtir une planète vivable. Les pays à revenu élevé représentent 16 % de la population mondiale, mais ils génèrent 31 % des émissions de GES. La hauteur des barres représente le niveau des émissions de GES par habitant. Les Émirats arabes unis (26 tonnes éq. CO₂) et l'Australie (23 tonnes éq. CO₂) font partie des pays où les émissions de GES par habitant sont les plus élevées. Autrement dit, chaque Émirien émet en moyenne l'équivalent de 26 t de CO₂. L'aire des barres représente le volume total des émissions de GES pour chaque pays. La Chine est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre, avec 26,4 % des émissions mondiales (et 18 % de la population mondiale). Viennent ensuite les États-Unis avec 12,5 % des émissions (4 % de la population mondiale), l'Inde, 7,1 % (18 % de la population mondiale), et l'Union européenne, 7 % (6 % de la population mondiale).

PERSPECTIVES DES MARCHÉS DES PRODUITS DE BASE

L'agression sioniste contre Ghaza, qui vient s'ajouter aux bouleversements causés par le conflit russo-ukrainien, risque d'entraîner les marchés mondiaux des matières premières en terrain inconnu, a alerté le dernier rapport Commodity Markets Outlook. Les prix mon-

diaux des pr
de 25 % en
forte baisse
ment du com
mois d'octob
le des cours
limité jusqu'
base, les prix
moyen sur l
semble, les p
baisser de 4
agricoles so
chaîne com
l'offre, et l
devraient ég
Le rapport a
des matières
Près de 2,4 m
vailler dans
pas des mêm
port sur Les
(WBL) analy
mentations
opportunités
femmes dans
en évidence
ticipation de
la manière d
tions discrim
port révèle q
dice WBL n'
pour atteind
les femmes
peine 77 % d
hommes. Le
des droits d
plus bas dep
réformes ju
enregistrées
plus faible d
Cette tendan
au développ
misation de
l'économie n
se. Au rythm
femme qui r
prendra sa r
mêmes droit

LA CROISSEMENT DES FONDS DE DÉVELOPPEMENT POUR SUIVRE EN 2023

La question
développem
millions de p
lation mon
dehors de le
partie se tr
faible ou int
aborde les fl
en œuvre po
pays d'origin
développem
migrants et c
De meilleure
contribuer à
pays, affirme
dans le mon
vieillissent à
coup de pays
migration po
sance à long
une occasion
migrations b
tions et aux
Selon la ban
toires vers le
diaire aurai
marquant l
hausse en
années. Telle
nière note d
le développ

■ **À l'aube de la nouvelle année, le monde est à mi-chemin de 2030, échéance cruciale pour le développement. Les prochaines Perspectives économiques mondiales, qui paraîtront le 9 janvier, apporteront un éclairage capital sur les défis qui nous attendent.**

vail du monde entier, mais seuls ceux qui sont en mesure d'y accéder peuvent tirer parti de cette nouvelle source de revenu. À tous ces défis vient s'ajouter la crise des réfugiés et avec elle le besoin impératif d'améliorer les politiques migratoires afin de non seulement trouver des solutions, mais aussi stimuler la croissance économique et la prospérité. Dans ce contexte de « polycrises », il est plus que jamais difficile d'œuvrer en faveur du développement et plus que jamais primordial pour la Banque mondiale de parvenir à affronter et gérer les menaces actuelles et futures. Les Assemblées annuelles 2023 ont marqué un tournant pour le Groupe de la Banque mondiale qui, à travers la voix de son président Ajay Banga, a dévoilé les grandes lignes d'une nouvelle mission et nouvelle vision : créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Avec ce recentrage stratégique, il s'agit de trouver comment répondre au mieux aux menaces qui pèsent sur le bien-être des populations et de la planète et aux défis de la prospérité économique, du numérique et des infrastructures. En cette fin d'année, nous vous proposons de revenir sur les faits marquants de 2023, en dressant le bilan de notre action sur certains enjeux et priorités de développement

ECONOMIQUE MONDIALE

LES ENVOIS D'ARGENT RALÉNTISSENT DANS LE MONDE

Produits de base ont chuté de près de 10 % en 2023 par rapport à 2022, la plus forte baisse depuis la pandémie. Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient au début de l'année a entraîné une remontée initiale, mais l'impact a été globalement négatif. Pour la plupart des produits de base, les prix restent supérieurs à leur niveau de la période 2015-2019. Dans l'ensemble, les prix des produits de base devraient baisser de 1,1 % en 2024. Ceux des produits agricoles sont appelés à fléchir l'année prochaine, en raison de l'augmentation des rendements et des cours des métaux de base qui devraient également reculer de 5 % en 2024. On s'attend à une stabilisation des prix des matières premières en 2025.

Les droits des femmes en âge de travailler dans le monde ne bénéficient toujours pas de la même protection que les hommes. Le rapport de la Banque mondiale sur les Droits des Femmes, l'Entreprise et le Droit de l'Économie analyse l'évolution des lois et réglementations ayant des répercussions sur les droits économiques qui s'offrent aux femmes dans 190 pays. L'objectif est de mettre en évidence les obstacles qui entravent la participation des femmes à la vie économique et sociale, et de montrer comment on peut réformer des législations discriminatoires. L'édition 2023 du rapport indique que le score moyen mondial de l'indice de l'égalité des sexes a augmenté de 0,1 point, passant de 77,1 sur 100, ce qui signifie que les femmes jouissent en moyenne que d'un tiers des droits juridiques reconnus aux hommes. Le rythme des réformes en faveur des femmes a atteint son niveau le plus bas depuis 20 ans : en 2022, seules 34 législations liées au genre ont été adoptées dans 18 pays, soit le nombre le plus bas depuis 2001.

Le manque de formation constitue un obstacle majeur à l'emploi économique et à l'autonomie des femmes dans un contexte où l'économie mondiale est déjà en perte de vitesse. L'adoption de réformes, une jeune génération aujourd'hui dans la vie active et une économie en croissance ont permis de faire des progrès que les hommes.

LA CROISSANCE DES ENVOIS DE FONDS DES MIGRANTS SE RALÉNTIT EN

Le manque de formation est l'un des défis du monde les plus urgents. Environ 184 millions de personnes — soit 2,3 % de la population mondiale — vivent actuellement dans des pays de nationalité, la majeure partie résidant dans des pays à revenu intermédiaire. La manière dont on protège ceux qui quittent leur pays joue un rôle essentiel dans le développement économique et la réussite des communautés d'accueil.

Les politiques migratoires peuvent contribuer à la prospérité dans tous les pays. Le Rapport sur le développement mondial 2023. Alors que les populations croissent à un rythme sans précédent, beaucoup s'appuient de plus en plus sur la migration pour réaliser leur potentiel de croissance. Selon le rapport, c'est la seule façon unique de faire en sorte que les migrants bénéficient davantage aux populations d'accueil.

La migration mondiale, les remises migratoires vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont augmenté de 3,8 % en 2023, mais pas par rapport aux fortes augmentations enregistrées ces deux dernières années. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'information sur les migrations et les transferts de fonds est publiée aujourd'hui par la



Banque mondiale, qui alerte sur le risque d'une baisse des revenus réels des migrants en 2024 dans un contexte mondial marqué par l'inflation et de faibles perspectives de croissance économique.

Les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire auraient atteint 669 milliards de dollars en 2023, la résilience des marchés du travail dans les économies avancées et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ayant préservé la capacité des migrants à envoyer des fonds dans leur pays d'origine. Au niveau des régions de destination, on observe une hausse des remises migratoires vers l'Amérique latine et les Caraïbes (8 %), l'Asie du Sud (7,2 %), l'Asie de l'Est et le Pacifique (3 %), et l'Afrique subsaharienne (1,9 %). Les transferts d'argent vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont en revanche diminué pour la deuxième année consécutive (-5,3 %), en raison principalement de la baisse des envois à destination de l'Égypte. Les remises migratoires vers l'Europe et l'Asie centrale ont fléchi de 1,4 %, alors qu'elles avaient connu un boom de plus de 18 % en 2022. Les États-Unis restent la principale source d'envois de fonds des migrants. Les cinq principaux pays bénéficiaires cette année sont l'Inde (125 milliards de dollars), le Mexique (67 milliards de dollars), la Chine (50 milliards de dollars), les Philippines (40 milliards de dollars) et l'Égypte (24 milliards de dollars). Les pays dans lesquels le poids des remises migratoires en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est particulièrement élevé — signe de l'importance de la contribution de ces fonds au financement des déficits du compte courant et des finances publiques — sont le Tadjikistan (48 % du PIB), les Tonga (41 %), le Samoa (32 %), le Liban (28 %) et le Nicaragua (27 %).

Compte tenu des tendances à la baisse de l'activité économique mondiale, la croissance des transferts d'argent vers les pays à revenu faible et intermédiaire devrait encore ralentir en 2024, pour s'établir à 3,1 %. En cause, le ralentissement de la croissance économique et l'essoufflement des marchés de l'emploi dans plusieurs pays à revenu élevé. La volatilité des prix du pétrole et des taux de change, ainsi qu'un coup de frein plus marqué que prévu dans les économies à revenu élevé sont autant de risques susceptibles de dégrader ces prévi-

sions. « Les migrants sont parvenus à surmonter les crises et ont fait preuve de résilience pour continuer d'aider leurs familles restées au pays. Mais la forte inflation et la faible croissance mondiale pèsent sur les montants qu'ils sont en mesure d'envoyer, explique Iffath Sharif, directrice mondiale du pôle Protection sociale et emploi à la Banque mondiale. Il est essentiel que les marchés du travail et les politiques de protection sociale dans les pays d'accueil favorisent l'inclusion des migrants, dont les envois de fonds constituent une ressource vitale pour les pays en développement. »

Selon la base de données de la Banque mondiale sur les frais de transferts d'argent internationaux, les tarifs demeurent élevés, avec un coût moyen de 6,2 % pour l'envoi de 200 dollars (données disponibles au deuxième trimestre 2023). Les coûts sont en hausse par rapport à l'année dernière pour toutes les régions de destination des fonds, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les banques restent les intermédiaires les plus coûteux (avec un coût de 12,1 % en moyenne), suivis par les bureaux de poste (7 %), les opérateurs de transfert de fonds (5,3 %) et les opérateurs de services mobiles (4,1 %). « Les envois de fonds des travailleurs migrants sont l'une des rares sources de financement extérieur privé qui devraient continuer de croître dans la prochaine décennie. Il faut en tirer parti pour mobiliser des capitaux privés à l'appui du financement du développement, en particulier grâce à l'émission d'"obligations diaspora", souligne Dilip Ratha, économiste et auteur principal du rapport. Ces dernières années, les remises migratoires vers les pays en développement ont excédé le montant cumulé des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement, et l'écart ne cesse de se creuser. » Dans un dossier spécial, le rapport décrit comment on pourrait mobiliser la manne de la diaspora pour financer les besoins de développement d'un pays, mais aussi améliorer sa situation sur le front de la dette.

TENDANCES RÉGIONALES

Les envois de fonds à destination de l'Asie de l'Est et Pacifique ont augmenté de 3 % selon les estimations disponibles, pour ressortir à 133 milliards de dollars en 2023. Si l'on exclut la Chine, ils ont progressé d'environ 7 % et

atteint 83 milliards de dollars en 2023, à la faveur de la croissance soutenue des transferts d'argent vers les Philippines, dont les travailleurs émigrés sont installés dans un ensemble diversifié de pays à travers le monde. Le coût moyen de l'envoi de 200 dollars vers la région était de 5,9 % au deuxième trimestre de 2023. Pour 2024, les prévisions tablent sur une croissance de 2,4 % des remises migratoires vers l'Asie de l'Est et Pacifique. Les envois de fonds à destination de l'Europe et Asie centrale ont enregistré un recul de 1,4 % et sont estimés à 78 milliards de dollars en 2023. Ce fléchissement s'explique principalement par le niveau exceptionnellement élevé atteint en 2022 du fait du montant record des transferts d'argent en provenance de Russie, ainsi que par la faiblesse persistante des flux vers la Russie et l'Ukraine. La dépréciation du rouble russe par rapport au dollar américain a également réduit la valeur des transferts d'argent en provenance de Russie. Le coût moyen de l'envoi de 200 dollars vers la région était de 6,9 % au deuxième trimestre de 2023 (Russie non comprise). Selon les projections pour 2024, les remises migratoires vers l'Europe et Asie centrale devraient baisser de 1,2 %.

Les envois de fonds vers la région Amérique latine et Caraïbes devraient progresser de 8 % en 2023, à 156 milliards de dollars, grâce à la vigueur du marché du travail aux États-Unis. Les flux à destination du Mexique, premier pays destinataire de la région, devraient augmenter de 9,7 %, tandis que les estimations prévoient une hausse de 45 % pour le Nicaragua, de 9 % pour le Guatemala et de 7,5 % pour la Colombie. Le coût moyen de l'envoi de 200 dollars vers la région était de 6,1 % au deuxième trimestre de 2023. La croissance des remises migratoires vers l'Amérique latine et les Caraïbes devrait ralentir à 4,4 % en 2024. Les envois de fonds des migrants à destination du Moyen-Orient et Afrique du Nord poursuivent leur tendance à la baisse et devraient s'établir à 61 milliards de dollars en 2023. Ce recul d'environ 5,3 % est imputable principalement à une chute des flux vers l'Égypte, où un écart important entre le taux de change officiel et le marché parallèle s'est probablement traduit par la non-comptabilisation d'une grande partie des transferts d'argent. Dans le même temps, la hausse des envois de fonds vers les pays du Maghreb a en partie compensé cette baisse.

Les frais d'envoi pour un montant de 200 dollars s'élevaient à 5,9 % en moyenne au deuxième trimestre de 2023. Les remises migratoires vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord devraient renouer avec une croissance de 2,1 % en 2024, à la faveur du redressement anticipé des flux vers l'Égypte.

En 2024, la progression des remises migratoires vers l'Asie du Sud devrait fléchir à 5 %, en raison du ralentissement de la croissance économique attendue aux États-Unis, dans la zone euro et dans les pays du CCG, où résident principalement les travailleurs migrants de la région. Selon les projections pour 2024, les remises migratoires vers l'Afrique subsaharienne devraient augmenter de 2,5 %. Le coût moyen de l'envoi de 200 dollars vers la région était de 7,9 % au deuxième trimestre de 2023. Par ailleurs d'après la banque mondiale, le microtravail en ligne représente déjà 12 % du marché de l'emploi mondial. Il constitue une source croissante de revenus pour des millions de personnes, qui y voient comme principaux avantages la flexibilité et la possibilité d'un revenu supplémentaire. La demande de main-d'œuvre sur le marché du microtravail augmente plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

Par Amel B. et Agences

PLATEFORME
D'E-COMMERCE INNOVANTE

Une start-up nigériane pour connecter les consommateurs aux agriculteurs et fournisseurs de produits alimentaires

Fondée en 2019 par Luther Lawoyin, Deepak Bansal, Mosun Lawoyin et Jummai Abalaka, PricePally propose une gamme de produits alimentaires frais en collaboration avec des agriculteurs et partenaires de confiance afin de répondre aux besoins de la population dans les villes africaines. Son objectif est de résoudre les problèmes de coûts alimentaires, assurer la disponibilité et maintenir la prévisibilité des prix face aux pénuries et à l'inflation. La start-up propose aussi, par sous-traitance, un service de livraison rapide des produits commandés par le biais de ses canaux numériques, notamment l'application et son chatbot WhatsApp. Elle dispose d'un réseau de centres d'exécution dans les villes telles que Lagos, Abuja, Port Harcourt et Ibadan. En novembre 2023, PricePally a reçu un financement de 1,3 million de dollars. Ces fonds seront utilisés pour se développer au-delà des villes qu'elle dessert actuellement au Nigeria et pour réintroduire l'achat groupé afin de tenir sa promesse de permettre aux consommateurs d'acheter de la nourriture à un prix abordable.

Depuis 2021, Luther Lawoyin est membre du conseil d'administration de Motherland, un orchestrateur d'écosystème qui réunit des communautés et des start-up sélectionnées pour résoudre les problèmes des communautés et libérer le pouvoir du développement durable de manière systémique. Entrepreneur en série, il a fondé en 2013 Pass Exam Ventures, une plateforme de test électronique innovante conçue pour préparer les étudiants à l'examen JAMB (Joint Admissions and Matriculation Board). En 2015, il a fondé Lucy.ng, un magasin de cadeaux en ligne pour les saisons, les occasions et les événements, et y a été le PDG jusqu'en 2019.

In we Are Tech Africa

ELLE EST BRADÉE À L'ÉQUIVALENT DE 6,2 DINARS TUNISIENS EN EUROPE

Le paradoxe de l'huile d'olive tunisienne

Dans le cadre de son accord de partenariat avec l'Union européenne, la Tunisie exporte 90 % de l'huile d'olive en vrac produite localement vers les 27 membres de l'Union, n'en laissant que 10 % pour la consommation intérieure.

Les revenus de l'huile d'olive tunisienne ont chuté. Les oléiculteurs produisent moins d'huile d'olive en raison des conditions climatiques, et la majeure partie de l'huile produite est exportée à l'étranger à un prix fixe bon marché de 1,85 € par litre, selon l'institut de recherche international TNI. Dans le cadre de son accord de partenariat avec l'Union européenne, la Tunisie exporte 90 % de l'huile d'olive en vrac produite localement vers les 27 membres de l'Union, n'en laissant que 10 % pour la consommation intérieure.

Il s'agit là de schémas qui sont apparus dans les colonies passées. Les acheteurs de l'Union européenne mélangent les huiles tunisiennes à d'autres huiles et les mettent en bouteille. La plupart des consommateurs ne savent pas que ces mélanges sont majoritairement tunisiens. L'accord de coopération signé par l'Union européenne permet à la Tunisie d'exporter chaque année jusqu'à 56 700 tonnes d'huile d'olive en franchise de droits vers les États membres de l'Union européenne. Ce faisant, la Tunisie a perdu une importante valeur ajoutée. « Le système commercial dominant en Tunisie est un système en vrac, dans lequel la majorité de l'huile d'olive est exportée vers l'UE à un prix de base bon marché », a déclaré Sarah Ben Romdane, fondatrice de KAÏA, à Olive Oil Times.

« Il s'agit de modèles qui ont émergé dans les colonies passées », a-t-elle ajouté. « Les acheteurs de l'UE mélangent les huiles tunisiennes avec d'autres huiles et les mettent en bouteille. La plupart des consommateurs ne savent pas que ces mélanges sont majoritairement tunisiens. Mon objectif en lançant KAÏA était d'imaginer un nouveau système et de remettre en question l'ancien. Selon des sources locales, la production d'huile d'olive devrait remonter à 220 000 tonnes pour la campagne 2023/24, après une



récolte décevante de 180 000 tonnes en 2022/23. En effet, la majeure partie de l'huile d'olive tunisienne est exportée en vrac vers l'Espagne et l'Italie, mélangée puis réexportée sous des marques espagnoles et italiennes. Ben Romdane a déclaré que les producteurs européens réalisent des bénéfices importants de cette manière, en vendant de l'huile d'olive tunisienne bon marché au détriment des agriculteurs tunisiens, qui sont contraints de faire face à des revenus plus faibles dans le contexte d'une inflation croissante (8,3 pour cent en novembre). « Sur le plan économique, les agriculteurs ne gagnent pas assez d'argent et les habitants des zones rurales ne bénéficient pas des revenus de l'huile d'olive. Les agriculteurs vendent de l'huile d'olive en vrac, sans aucune notion de provenance, de terroir, de transparence ou de traçabilité », a-t-elle déclaré. « Ce que je vends est fièrement tunisien. Cela implique de raconter des histoires, de créer une marque et un emballage, et me permet d'entrer sur le marché par une voie différente ». « C'est pourquoi j'ai été inspirée de créer un héritage familial, de renouer avec mes racines tunisiennes et de renforcer la culture et le terroir tunisiens », a-t-elle ajouté. Ce qu'elle vend,

c'est une marque, et progressivement, les exportations « made in Tunisia » augmentent – quelque 27 000 tonnes d'huile embouteillée en Tunisie ont été expédiées à travers le monde en 2020, contre seulement 400 tonnes en 2006. Les progrès sont toutefois lents. « Il n'est pas facile d'emprunter cette voie. Il n'est pas non plus facile de rompre la dépendance à l'égard d'une puissance coloniale officielle », a déclaré Ben Romdane. « Si vous n'avez pas de passeport français, vous n'avez pas la possibilité de voyager, de participer à des foires commerciales et de rencontrer des clients potentiels. C'est aussi une question d'éducation, de capacité à parler l'anglais et le français, ainsi que de privilèges en matière de visas, qui facilitent les voyages. Mais il n'y a pas qu'une seule façon d'être Tunisien », ajoute-t-elle. « Certains ont des relations, d'autres non, mais la grande majorité n'en a pas. Certains Tunisiens vendent progressivement de l'huile d'olive de qualité supérieure, mais il s'agit encore d'un marché de niche. Pourtant, il y a beaucoup de raisons de croire en l'huile d'olive tunisienne ». Le 9 décembre 2023, l'Observatoire économique tunisien a appelé à la révision du quota annuel d'exportation d'huile d'olive de la

Tunisie. Il a noté que l'accord de libre-échange actuel démontre une relation déséquilibrée entre la Tunisie et l'UE. « Le système en vrac est resté en place en raison de problèmes structurels, notamment la monnaie, qui sont difficiles à démanteler », a déclaré Ben Romdane. « En outre, l'UE n'a pas intérêt à soutenir l'huile d'olive fabriquée en Tunisie. Les fonctionnaires de l'Union européenne estiment que les neuf pays producteurs de l'Union des 27 produiront 1,5 million de tonnes d'huile d'olive au cours de la campagne 2023/24. En raison d'une nouvelle récolte inférieure à la moyenne et de la pénurie actuelle sur le marché, les prix de l'huile d'olive devraient rester élevés. Selon le rapport de la Commission européenne sur les perspectives agricoles à court terme, ces conditions auront un impact significatif sur la consommation d'huile d'olive en Europe. Si les estimations de l'Union européenne se concrétisent, la production de la campagne 2023/24 sera supérieure de 9 % au niveau historiquement bas de la saison précédente, avec une production de 1,384 million de tonnes. Entre 2017/18 et 2021/22, l'UE a produit en moyenne 2,13 millions de tonnes d'huile d'olive par an.

In African Manager

NIGERIA

Le régulateur de la concurrence confirme l'engagement de BAT à payer 110 millions \$ d'amende

L'information qui alimente plusieurs médias avait déjà été donnée par BAT, citant un accord signé avec le régulateur depuis décembre 2022. On ignore cependant si les faits reprochés ont été corrigés. Des informations rapportées par de nombreux médias nigériens et internationaux annoncent que le groupe British American Tobacco (BAT) paiera 110 millions \$ d'amende, imposés à ses filiales au Nigeria par la commission fédérale locale en charge de la concurrence et la protection des consumma-

teurs. Il était reproché à ces entreprises d'avoir violé les règles de la concurrence et celles relatives à la protection de la santé publique.

Si c'est la première fois qu'elle est rendue publique, l'information avait déjà été donnée dans le rapport financier de l'entreprise en mars 2023. Elle annonçait en effet que parmi ses dépenses d'exploitation, elle prenait en compte un montant de 79 millions de livres sterling à la suite d'un accord trouvé en décembre avec le régulateur nigérian

pour cesser des investigations débutées quelques années plutôt. La situation actuelle ne devrait donc pas impacter financièrement le groupe agroindustriel qui à la fin de son exercice 2022 a vu sa trésorerie augmenter de 874 millions de livres sterling. Dans le cadre de cette affaire, BAT avait saisi un juge pour faire arrêter l'enquête de la commission nigériane en charge de la concurrence. Mais la justice locale, dans une décision rendue en 2020, avait indiqué n'être pas compétente pour trancher le litige.

Le montant de l'amende est le résultat d'un long processus de négociation, mais les termes non financiers de l'accord ne sont pas connus. On ignore par exemple si les problèmes de concurrence et de santé publique, qui avaient justifié l'investigation, ont été réglés. Rappelons que cette amende de BAT vient s'ajouter aux 629 millions \$ que le groupe a accepté de payer dans le cadre d'une affaire de vente de cigarettes à la Corée du Nord.

In Agence Ecofin

CAN-2023 :

Belmadi a fait appel à 26 joueurs

Youcef Belaïli et Rais Mbolhi effectuent leur retour en équipe nationale. Pour les locaux, Zineddine Belaid et Oussama Benbot, de l'USMA, font partie de cette sélection qui doit disputer la Coupe d'Afrique prévue en Côte d'Ivoire à partir du 15 janvier prochain.

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football Djamel Belmadi, a fait appel à 26 joueurs, dont 4 évoluant en championnat local, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) vendredi soir sur son site officiel. Cette liste est marquée par le retour du gardien Rais M'bolhi (CR Belouizdad) et de l'ailier gauche Youcef Belaïli (MC Alger) après une longue absence. Les deux sociétaires de l'USM Alger: le portier Oussama Benbot et le défenseur central Zineddine-Belaid vont prendre part à leur première phase finale de la CAN, à l'instar de huit autres éléments: le gardien Mandrea (Caen/France), Guitoun (FC Metz/France), Aït-Nouri (Wolverhampton/Angleterre), Larouci (Sheffield United/Angleterre), Touba (US Lecce/Italie), Chaïbi (Eintracht Frankfurt/Allemagne), Aouar (AS



Rome/Italie) et Gouiri (Stade Rennais/France). "Le sélectionneur national, Djamel Belmadi a retenu 26 joueurs pour prendre part à cette compétition ainsi qu'au stage précompétitif qui se déroulera à Lomé, capitale du Togo, du 1er au 10 janvier 2024. Lors de son séjour, les Verts disputeront deux matchs amicaux, le premier face au Togo, le vendredi 5 janvier, et le second, le mardi 9 contre le Burundi", précise la FAF dans un communiqué.

A la CAN-2023, l'Algérie, dont c'est la 20e participation à la CAN, évoluera dans le groupe D en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie, et de l'Angola. Les Algériens entameront la compétition le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00), avant de défier le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00), puis la Mauritanie le mardi 23 janvier toujours à Bouaké (21h00). Les deux premiers de chaque groupe

ainsi que les quatre meilleures troisièmes se qualifient pour les 1/8es de finale de l'épreuve. Le sélectionneur national animera dimanche (11h00) une conférence de presse au stade Nelson Mandela de Baraki, pour revenir sur cette liste notamment.

Liste des 26 Joueurs :
Gardiens : Mandrea (SM Caen/France), M'bolhi (CR Belouizdad/Algérie), Benbot (USM Alger/Algérie).
Défenseurs : Atal (OGC Nice/France), Guitoun (FC Metz/France), Aït-Nouri (Wolverhampton/Angleterre), Larouci (Sheffield United/Angleterre), Mandi (Villarreal/Espagne), Tougaï (ES Tunis/Tunisie), Bensebaïni (Borussia Dortmund/Allemagne), Touba (Lecce/Italie), Belaïd (USM Alger/Algérie).
Milieux de terrain : Bentaïeb (Lille OSC/France), Feghouli (Karagumruk/Turquie), Aouar (AS Rome/Italie), Chaïbi (Eintracht Frankfurt/Allemagne), Zerrouki (Feyenoord/Pays-Bas), Boudaoui (OGC Nice/France), Bennacer (AC Milan/Italie).
Attaquants : Mahrez (Al-Ahli SC/Arabie saoudite), Ounas (Lille OSC/France), Amoura (Union Saint-Gilloise/Belgique), Gouiri (Stade Rennais/France), Belaïli (MC Alger/Algérie), Bounedjah (Al-Sadd SC/Qatar), Slimani (Coritiba FC/Brésil).

R.S.

LIGUE 1 MOBILIS (11^E J): BIG DERBY

Le MCA et l'USMA se neutralisent

Le derby tant attendu entre l'USM Alger et le MC Alger, qui s'est joué vendredi au stade du 5-Juillet (Alger), pour le compte de la 11^e journée de Ligue 1 Mobilis, s'est finalement soldé par un nul sur toute la ligne à l'exception du spectacle dans les tribunes, au moment où malgré l'infériorité numérique, la lanterne rouge ES Ben Aknoun a réussi à ramener un bon résultat nul (1-1) de son périlleux déplacement chez l'US Biskra. En dépit de quelques occasions, de part et d'autre, les Usmistes et les Mouloudéens n'ont pu se départager dans cette chaude empoignade, marquée par un spectacle grandiose dans les tribunes et terne sur la pelouse. Un nul qui fait plus l'affaire du Doyen, ayant ramené un point de l'extérieur, et qui conforte sa première place au classement général par un 28^e point, alors que l'USMA reste scotchée à sa 13^e place, avec sept unités au compteur.

En même temps que ce grand derby algérois, la lanterne rouge ES Ben Aknoun est allée chercher un bon résultat nul (1-1) de son périlleux déplacement chez l'US Biskra, où elle avait commencé par mener (1-0), grâce à Zaouche (20'), avant de concéder l'égalisation devant Zeghnoune (45'+4). Les Algérois, auteurs d'une belle prestation chez les Zibans, auraient peut-être pu aspirer à un

meilleur résultat, mais le fait d'avoir été réduits à dix à partir de la 37^e minute de jeu a quelque peu freiné leur élan.

Mais ce bon résultat, obtenu dans la difficulté, devrait faire le plus grand bien à l'Etoile, surtout sur le plan psychologique, car il lui redonne confiance en sa capacité à réussir le maintien parmi l'élite.

En attendant, l'ESBA qui avait tenu en échec le CRB lors de la précédente journée, quitte la dernière place du classement général, qu'elle occupait seule jusque-là, et rejoint l'US Souf à l'avant-dernière place, avec quatre points pour chaque club.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'USM Khenchela s'était hissée à la quatrième place du classement général, en battant l'ASO Chlef (2-1), alors que le Paradou AC a été tenu en échec à domicile par une coriace équipe de la JS Saoura (0-0). Un résultat qui fait beaucoup plus l'affaire des Bécharois, car ayant consolidé leur place de Dauphin par un précieux 19^e point, alors que le PAC a laissé filer une excellente opportunité d'accrocher le podium, se contentant finalement de partager sa quatrième place avec le CRB, le CSC, et l'USMK, tous ex aequo avec seize unités au compteur.

Les bonnes opérations du jour sont à mettre à l'actif du NC Magra, et surtout

de l'Entente de Sétif, dont la courte mais précieuse victoire (1-0) contre le MC Oran, l'a propulsée à la troisième place du classement général, avec 17 points. Un but signé Lahemri sur pénalty à la 62^e minute de jeu, et c'est pratiquement au moment que Dahmane avait offert la victoire au NCM face à l'USS, également sur pénalty (1-0/65'). Le bal de cette 11^e journée de Ligue 1 s'était ouvert jeudi soir, avec un duel de sommet tableau, entre le CR Belouizdad et le CS Constantine et l'avantage a finalement tourné en faveur des Algérois, l'ayant difficilement emporté (2-1). Wamba avait commencé par s'offrir un doublé aux 16' et 66', alors que les Constantinois avaient attendu les vingt dernières minutes de la rencontre et l'entrée en jeu de Khaldi pour réduire le score (72').

Un précieux succès pour le Chabab, car il lui permet de rejoindre son adversaire du jour à la quatrième place du classement général avec 16 points, mais avec trois matchs en retard, alors que le CSC n'en compte qu'un.

Les péripéties de cette 11^e journée s'achèveront le 16 janvier prochain, avec le déroulement du huitième et dernier match inscrit à son programme et qui mettra aux prises la JS Kabylie et le MC El Bayadh.

APS

LIGUE 1: SOLIDARITÉ AVEC L'ÉQUIPE EN DEUIL

LE MC EL BAYADH EN STAGE À ORAN SUR INVITATION DE LA FAF

Le MC El Bayadh séjournera, à partir de ce mercredi et pendant une semaine au niveau du village méditerranéen d'Oran, sur invitation de la Fédération algérienne de football (FAF) dans une action visant à assister cette équipe à dépasser les séquelles de l'accident de circulation dont elle a été victime, mercredi dernier, ayant causé le décès de deux de ses membres, a-t-on appris auprès du président de ce club de Ligue 1. "La FAF nous a proposé d'effectuer un stage bloqué d'une semaine au niveau du village méditerranéen pour aider les joueurs à surpasser la période difficile que nous traversons, en mettant à leur disposition notamment des psychologues", a déclaré à l'APS, le président du MCEB, Abdelkader Dahmani. Le même responsable a fait savoir que l'occasion sera également propice pour les représentants de la FAF afin d'évaluer l'état physique et psychologique des joueurs et leurs possibilités de renouer avec la compétition officielle dès le 6 janvier prochain, comme programmé par la Ligue de football professionnel qui a reporté le match de cette formation face à la JS Kabylie, dans le cadre de la 11^e journée prévue pour ce week-end. "Personnellement, je ne pense pas qu'on sera en mesure de reprendre la compétition dans la date indiquée, d'autant plus que nous avons 9 joueurs qui souffrent encore de blessures contractées lors de l'accident. Nous ne disposons pour l'heure d'aucun gardien de but après le décès de Zakaria Bouziani, alors que son remplaçant Morsli ainsi que le troisième gardien ne se sont pas encore remis de leurs blessures", a encore précisé le premier responsable de la formation du Sud-ouest du pays. La délégation du MCEB avait été victime d'un accident de la circulation au niveau de la wilaya de Tiaret alors qu'elle se rendait à Tizi-Ouzou pour affronter la JSK, vendredi passé, avant que la partie, ainsi que toutes les autres comptant pour la 11^e journée, soient reportées. Deux décès ont été enregistrés lors de l'accident, à savoir le portier Bouziani et l'entraîneur adjoint, Khaled Meftah, ainsi que les blessures d'une dizaine de joueurs.

APS

SONDAGE APS BRAHIM DAHMANI

KAYLIA NEMOUR MEILLEURE ATHLÈTE DAMES 2023

La gymnaste Kaylia Nemour, meilleure sportive féminine algérienne de l'année 2023, au titre du sondage "Brahim Dahmani" de l'APS, s'est dit "comblée de joie et joyeuse pour ce titre". Sacrée presque par l'ensemble de la presse sportive nationale pour son titre de vice-championne du monde aux barres asymétriques à Anvers en Belgique, en plus de sa médaille d'or africaine et une autre de bronze à Pretoria, Kaylia Nemour a tenu à remercier les initiateurs du sondage et aussi la presse nationale qui par ce geste lui rend un grand hommage. Au sondage de l'APS, Kaylia a obtenu 112 points: 20 fois citée en première position et quatre fois en seconde, par les 35 organes de presse votants. Elle a devancé les boxeuses Imane Khelif (72 pts) et Roumaïssa Boualem (33 pts). La nouvelle star mondiale de la gymnastique, qui fêtera ses 17 ans dans deux jours, savoure cette distinction, presque au même titre que la performance exécutée à la perfection sur les barres asymétriques, lors des Mondiaux de Belgique qui lui a offert la seconde place au podium, une première pour l'Algérie et l'Afrique.

APS

ABDELMALEK MORTADH, ABDELKADER ESSAIHI, EL HADI RADJEB ET MERIEM Wafa

Ces écrivains, comédiens et artistes qui nous ont quittés en 2023

La scène culturelle algérienne a été assombrie, en 2023, par la disparition de nombreux artistes, femmes et hommes de lettres et de culture, qui ont voué leur vie dans différentes disciplines artistiques, à la sauvegarde, l'enrichissement et la promotion du patrimoine culturel national.



JANVIER

01 janvier : le poète et écrivain, Mohamed Lakhdar Abdelkader Essaihi, connu sous le nom de "Essaihi Essaghir".

09 janvier : le photographe français, engagé pour la cause algérienne, Adolfo Kaminsky.

10 janvier : le chanteur de l'association culturelle de musique andalouse "El Fakhardjia", Mohamed Zanoun.

14 janvier : le violoniste de musique andalouse, membre de l'association "Mezghenna", Mohamed Yahia Barloy.

21 janvier : le comédien Hassen Kheir.

28 janvier : le chanteur de la Troupe historique du FLN, El Hadi Radjeb, El Hadi Boulifa de son vrai nom.

FÉVRIER

02 février : le professeur et metteur en scène Omar Maayouf.

04 février : la jeune musicienne de l'Association "Kortoba" de musique andalouse, Fatima Billal.

05 février : le musicien Mohamed Hamani, ex-batteur du groupe mythique de variétés "Ramses".

14 février : le chanteur de la variété algérienne, Mohamed Moncef Noubli.

15 février : le poète, parolier et compositeur Halim Ryad Agrane.

18 février : le musicien percussionniste de musique diwane et danseur, Mohamed Bahaz.

MARS

04 mars : le bédéiste Nadjib Berber.

08 mars : le journaliste-écrivain Amar Ouali.

08 mars : le dramaturge, chercheur et universitaire, Ahmed Hamoumi.

10 mars : l'auteur et universitaire Boualem Saidani.

12 mars : le peintre-miniaturiste, directeur du Musée Mustapha-Bacha et président de l'association culturelle "Les Beaux Arts", Mustapha Belkahla.

21 mars : l'écrivain et enseignant universitaire, Abdelali Rezagui.

23 mars : l'artiste peintre Souhila Belbahar, doyenne des plasticiennes algériennes.

25 mars : le critique littéraire et enseignant universitaire de la langue arabe, Othmane Badri.

29 mars : le comédien, acteur Dahmani Ismaïl.

AVRIL

04 avril : le photographe Salem Klari.

12 avril : la chanteuse Meriem Wafa.

27 avril : le réalisateur de télévision et cinéaste Kaddour Brahim Zakaria.

30 avril : le comédien, metteur en scène et ancien directeur du Théâtre national algérien, Saïd Bensalma.

MAI

03 mai : le cinéaste-réalisateur, Sid Ali Mazif.

07 mai : le calligraphe du Saint Coran, Cheikh Ali Gasmî.

15 mai : le guitariste compositeur du groupe "Ideflawen" Zahir Adjou.

22 mai : la comédienne et scénariste, Nadia Djebili.

23 mai : le comédien et metteur en scène, Adlène Bakhouch.

27 mai : le réalisateur Mohamed Fawzi Khelfallah.

28 mai : l'auteur-compositeur et chanteur Karim Tizouiari.

JUIN

07 juin : le trompettiste Djaffar Bensetti.

14 juin : le percussionniste Mustapha Berkani.

15 juin : le poète, parolier et artiste Ahmed Bouderbala.

29 juin : le guitariste du groupe "Dzair", Redouane Tilmati.

JUILLET

03 juillet : le bassiste chanteur de variétés Mohamed Zekiri.

31 juillet : l'artiste plasticien et poète, Kamel Yahiaoui.

AOÛT

12 août : le chanteur chaâbi Djamel Megharia.

18 août : le chanteur engagé, Abdelmalek Ardjilous.

20 août : le comédien humoriste Wahid Bouzidi.

23 août : le chanteur Maacha Saïd Bouthlava.

SEPTEMBRE

15 septembre : le jeune chanteur raï, Cheb Aymen.

28 septembre : le chanteur Ahmed Nezzar, connu sous le nom d'artiste de "Ahmed Er'Refâa".

OCTOBRE

24 octobre : l'ancien membre de la Troupe historique du FLN Brahim Derri.

25 octobre : le comédien et acteur Abdelhalim Zribi.

NOVEMBRE

03 novembre : l'académicien et critique Abdelmalek Mortadh.

05 novembre : le chanteur chaâbi, Cheikh H'mida Benhenda.

28 novembre : le jeune musicien-arrangeur Amine Benaïred, connu sous le nom d'artiste d'"Amine La Colombe".

28 novembre : le jeune chanteur Mohamed Bousmaha.

29 novembre : l'artiste plasticien Abderrahmane Mekki.

DÉCEMBRE

03 décembre : le chanteur Mohand Roussi.

03 décembre : le comédien Azzeddine Hadj Mohand.

04 décembre : le photographe Amine Chikhi.

07 décembre : le réalisateur de télévision Abdelkrim Rahil.

13 décembre : le percussionniste de musique Chaâbi Abdelkader Benddine.

I.Med/Avec Agence

16^e FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE PROFESSIONNEL

"Hallaq Ichbilya" fait son entrée

Le spectacle "Hallaq ichbilya", une adaptation de la pièce de théâtre classique "Le barbier de Séville", du dramaturge et écrivain français Beaumarchais, a été présenté jeudi en compétition du 16^e Festival national du Théâtre professionnel (Fntp).

Accueillie au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), qui abrite le 16^e Fntp depuis le 22 décembre dernier, le spectacle est mis en scène par le scénographe Habel Boukhari, sur un texte du dramaturge français Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, traduit et adapté par Saida Fassi. Produit par le Théâtre régional d'Annaba Azzeddine-Medjoubi, le spectacle met en scène l'histoire cocasse d'un seigneur de haute distinction mais témé-

raire, prétendant à une jeune femme, orpheline et placée sous tutelle. Mais le tuteur de Rosine (Hadjer Guermit), un médecin nommé Bartelo (incarné par Oudini Mohamed Cherif), veut également l'épouser. Figaro (Attef Karim), un ancien du comte Almaviva et artiste forcé à changer de métier, s'est installé à Séville, comme barbier, qui veut épouser cette jeune femme. Au fur et à mesure que l'histoire se déroule que des personnages comme ce professeur de musique Don Bazil qui va l'aider à préparer son mariage, entrent en scène. Servi dans un langage dialectal local (bônois), le spectacle est porté par des dialogues rendus dans registres comique, lyrique et ironique,

avec une approche linéaire et horizontale pour illustrer les rapports sociaux entre les protagonistes.

La scénographie, œuvre de Toufik Kara, se base sur un décor "statistique" suivant l'unité de lieu notamment, pour restituer des éléments architecturaux du XVIII^e siècle dans un style mettant en valeur le patrimoine bâti arabo-musulman et des touches artistiques muresques. Le metteur en scène a dit qu'il a choisi de supprimer l'entracte, initialement prévue dans la pièce originale) en introduisant des expressions chorégraphiques et des danses traditionnelles, exécutées sur des airs musicaux malouf et flamenco.

En réponse à son choix d'un texte classique pour le remettre en scène, Habel Boukhari, a expliqué que sa volonté de "produire un spectacle alliant comédie, lyrisme et ironie, a motivé le montage de ce spectacle". "Le théâtre a aussi pour rôle de divertir le public. J'ai voulu à travers ce spectacle injecter une dose de fraîcheur dans la scène théâtrale", a-t-il souligné.

Treize spectacles sont en compétition du 16^e Fntp qui se poursuit jusqu'au 31 décembre, avec au programme de vendredi "Taht el hissar" (Sous siège) du Théâtre régional de Skikda et "Africa" de la coopérative artistique "El Moudja" de Mostaganem.

I.Med

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Wilaya TINDOUF
Direction des équipements publics
NIF : 37010001903

Deuxième Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales
N° :2.A...../2023

Intitulé de l'opération : Étude, Suivis et Réalisation D'un (01) collège type B6 au niveau du site des 1472 LPL à Tindouf Lotfi dans la commune de Tindouf (cités d'habitat intégrées 2019).

La Direction des équipements Publics De La Wilaya Tindouf lance: deuxième avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la Réalisation D'un (01) collège type B6 au niveau du site des 1472 LPL à Tindouf Lotfi dans la commune de Tindouf

- Lot n° 01 : Bloc d'entrée principale +03 Laboratoire des sciences avec 02 Salle de préparation+01 Laboratoire Informatique +Administration +02salles de classes en R+0 +Sanitaire élèves garçons.....(Lot attribué).
- LOT N° 03 : Bloc Bibliothèque et salle de lecture+ Atelier dessin avec magasin + Atelier musique avec magasin + Auditorium + Sanitaire élèves garçons + 01 Laboratoire Informatique+07 salles de classes en R+1
- Bloc 01 Logement type F5+01 Logement type F3+02 Logements type F4
- Terrain de sport

Les entreprises intéressées, qualifiées catégories (03) ou plus en bâtiment (activité principale ou secondaire), ayant un chiffre d'affaire des trois (03) derniers années(2018-2019-2020) ou (2019-2020-2021) supérieure ou égale à 30.000.000.00 DA justifier par les bilans ou C20 et ayant réalisés un projet Bâtiment dont le montant supérieure ou égale 40.000.000.00 Da , Justifier par des attestations délivrés par un maître d'ouvrage public.

Attestation de solvabilité date moins de 03 mois avec même numéro de compte dans lettre de soumissions

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des équipements publics de la wilaya Tindouf

Les offres déposés Dans une enveloppe fermé et anonyme contient trois (03) enveloppes séparées et bien fermé (dossier de candidature, offre technique et offre financière) l'enveloppe extérieur doit être anonyme et devra porter uniquement l'adresse et les mentions suivantes:

Monsieur le Directeur des équipements publics de la wilaya Tindouf.

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale:

N°2.A...../2023

La Réalisation D'un (01) collège type B6 au niveau du site des 1472 LPL à Tindouf Lotfi dans la commune de Tindouf

- LOT N° 03 : Bloc Bibliothèque et salle de lecture+ Atelier dessin avec magasin + Atelier musique avec magasin + Auditorium + Sanitaire élèves garçons + 01 Laboratoire Informatique+07 salles de classes en R+1
- Bloc 01 Logement type F5+01 Logement type F3+02 Logements type F4
- Terrain de sport
- "À ne pas ouvrir"

1 / dossier candidature

- déclaration de candidature remplie, signée et cachetée.
- déclaration de probité remplie, signée et cachetée.
- le statut pour les sociétés.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement.
- attestation de solvabilité avec même numéro de compte dans lettre de soumissions
- chaque document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou des soumissionnaires.

A - capacités professionnelles:

-Certificat de qualification et de classification catégorie (03) ou plus en bâtiment (activité principale ou secondaire) en cours de validité

B - capacités financières:

-Moyens financiers justifiés par les bilans ou C 20 des trois (03) derniers années.

C - capacité Technique: les moyens humains, matériels et références professionnelles

- Une liste détaillée des moyens humains justifié par (Attestation d'affiliation à la CNAS valable à la date de l'ouverture des plis, Diplôme pour l'encadrement).
- Une liste détaillée du matériel accompagné des pièces justificatives. (Carte grise + L'assurance en cours de validité pour le matériel roulant, PV huissier de justice ou PV de location notaire valable à compter 06 mois à la date d'ouverture pour le matériel non roulant).
- Références professionnelles: Certificats de bonne exécution des travaux délivrés par un maître d'ouvrage public

- 2 / - offre technique:

- déclaration à souscrire remplie, signée et cachetée par le soumissionnaire ou la personne ayant la délégation légale de signature.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15-247 du 16/09/2016 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- le cahier des charges rempli cacheté et signé portant à la dernière page, la mention manuscrites" lu et accepté"
- planning de réalisation signé et cacheté.
- Registre du commerce électronique.

- 3 - offre financière:

- la lettre de soumission remplie signée et cachetée.
- le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli signée et cacheté.
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) rempli signée et cacheté.

Remarque: Toutes les pièces doivent être valides le jour de l'ouverture des plis techniques et financiers.

Le dépôt des offres est fixé au dernier jour de la date de préparation des offres qui est fixé à 15 jours à partir de la première parution de l'appel d'offre, si cette date coïncide avec un jour férié celle-ci s'effectuera le jour ouvrable qui suit, avant 12 h00. L'ouverture des plis aura lieu à 14h00 du même jour au siège DEP TINDOUF, Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de trois mois à compter de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 31/12/2023

ANEP : N° 2316032775

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE
Direction des Ressources en Eau
de la wilaya de Tipaza

NIF : 099042015052736

Numéro de l'opération :

Intitulé de l'Opération : Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.

Projet : Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 29 /DRE/2023

La direction des ressources en eau et de la wilaya de Tipaza lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.

Eligibilité des candidats :

Cet appel d'offres est destiné aux Fournisseurs, Fabricants et Grossistes des pompes, ayant un registre de commerce dans ce domaine portant les codes 305.042 et 303.109.

-Conformément aux articles 39, 40 et 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Et conformément à l'article 36, 37, 38 et 39 de la loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

- Si l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas satisfaite par un soumissionnaire, son offre sera considérée comme non éligible et sera écartée.

- Les entreprises soumissionnaires devront présenter les fiches techniques concernant les groupes électro pompes immergées et les équipements électriques comportant les caractéristiques techniques suivantes : roue en fonte couplage en acier, arbres en acier inoxydable, les bagues d'usure en bronze.
- Ayant réalisé un moyen de chiffre d'affaires durant les trois dernières années (2020, 2021, 2022) supérieure ou égale à 10 000 000,00 DA.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction des ressources en eau de la Wilaya de Tipaza- Service de L'administration et des moyens ; sis à Route du Stade, Tipaza. Tél : 024 -37 - 72 - 85.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet. Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprises, le cahier des charges doit être retenu par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulations contraires dans la convention du groupement

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de la 1^{ère} publication de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), la presse ou le portail des marchés publics, le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres, Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis des offres technique et financière correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, La date et l'heure limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la date qui correspond le dernier jour de la durée de présentation des offres au plus tard à 12h00mn.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière insérée dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A Monsieur le directeur des ressources en eau et de la wilaya de Tipaza.
Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°29 /DRE/2023

L'objet de l'appel d'offres : Fourniture des équipements électriques et électromécaniques pour les forages et les stations de pompage à travers la wilaya de Tipaza.

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

1- Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature (ci-joint doit être remplis et signée par le soumissionnaire).
- Une déclaration de probité (ci-joint doit être remplis et signée par le soumissionnaire).
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Une copie de l'extrait du registre de commerce.
- Copie des attestations de mise à jour (CNAS, CACOBATH et CASNOS).
- Extrait de rôle et carte fiscale.
- Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou directeur général de la société (selon le cas).
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale.
- Le numéro d'identification fiscale (NIF).
- Relevé d'identification bancaire (RIB)
- Protocole d'accord en cas de groupement.

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire (ci-joint doit être remplis et signée par le soumissionnaire).
- Le cahier des charges portant sur la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

3- L'offre financière contient :

- La lettre de soumission (ci-joint doit être remplis et signée par le soumissionnaire).
- Le bordereau des prix unitaires.
- Le détail quantitatif et estimatif.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature, des plis techniques et financiers, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30mn, qui se tiendra au siège de la Direction des Ressources en Eau et de la sécurité hydrique de la wilaya de Tipaza, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à 13h30 mn.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

N.B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.

L'EXPRESS DU 31/12/2023

ANEP : N° 2316032817

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
DE TIZI-OUZOU

Siège social avenue ABANE Ramdane Tizi-Ouzou

- NIF : 001215004877603

- NIS : 099.115.019.240.819

- Code d'activité : 858

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 23/2023
(Relance après L'infructuosité des AON)

Un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé par l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de TIZI-OUZOU, pour la réalisation des travaux restant à réaliser en lot TCE avec VRD avec ou sans Commerces des projets suivants :

- 1) 40/80 logements à AIT TOUDERT (LOT N°01), programme LPL Tranche 2011
- 2) 40/80 logements à AIT TOUDERT (LOT N°02), programme LPL Tranche 2011
- 3) 40 logements publics locatifs à TIZI GHENIFF, programme RPHP 2009

Conditions D'éligibilité:

Les entreprises admises à soumissionner sont les entreprises ayant:

Projet 01 et 02 :

- La qualification dans le domaine du bâtiment catégorie Deux (II) ou plus comme activité principale
- Réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 20 000 000,00 DA, il s'agit du chiffre d'affaire moyen des trois (03) meilleurs bilans au titre des cinq (05) dernières années.
- Réalisé au minimum un projet de catégorie B.

Projet 03 :

- La qualification dans le domaine du bâtiment catégorie Deux (II) ou plus comme activité principale
- Réalisé un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 20 000 000,00 DA, il s'agit du chiffre d'affaire moyen des trois (03) meilleurs bilans au titre des cinq (05) dernières années.
- Réalisé au minimum un projet de catégorie A.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tizi-Ouzou sis avenue ABANE Ramdane BP n°84 à Tizi-Ouzou.

Les soumissions doivent être accompagnées des pièces réglementaires prévues dans les cahiers des charges

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être présentés sous trois enveloppes fermées et accompagnées de toutes les pièces réglementaires conformément aux cahiers des charges.

Les trois enveloppes intérieures doivent comporter séparément le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière. Celles-ci doivent être fermées et intégrées dans une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne portera que la mention suivante :

A

Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de Tizi-Ouzou
(Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité
Minimales N° 23/2023

pour la réalisation des travaux restant à réaliser en lot TCE avec VRD du
projet des logements à, programme

(Préciser le projet)

- La durée de préparation des offres est de 15 jours à compter de la 1^{re} parution dans la presse nationale ou le BOMOP.
- La durée de validité de l'offre est de trois (03) mois augmentée de la durée de préparation des offres de 15 jours.
- Les plis doivent parvenir le dernier jour de préparation des offres avant l'heure limite de dépôt des offres à (13h30).
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- L'ouverture des plis des offres se fera en séance publique en une seule phase au siège de la Direction Générale de l'OPGI de Tizi-Ouzou le même jour de dépôt des offres à 14H00 mn et à laquelle les soumissionnaires sont invités à y assister.



L'EXPRESS
MEDIAS NATIONALE D'INFORMATION

L'express le quotidien
@LexpressAlgerie - Journal

Dejà abonné(e)

Accueil Aile Vidéos Photos Plus +

À propos

Créer une publication

Photo/Vidéo Je suis là Identifier des amis

L'express le quotidien
21 nov

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

202 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnées

https://www.l'expressalgerie.dz/

023 70 99 92

Envoyer un message

l'expressalgerie2021@gmail.com

Journal

Suggérer des modifications

Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui Je ne suis p... Non

Photos

**CONTACTEZ
LE SERVICE PUB
AU NUMÉRO
DE TÉLÉPHONE/
FAX : 023.70.99.92**

Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.

Page créée - 6 mars 2021



Sur page Facebook:
l'EXPRESSDZ

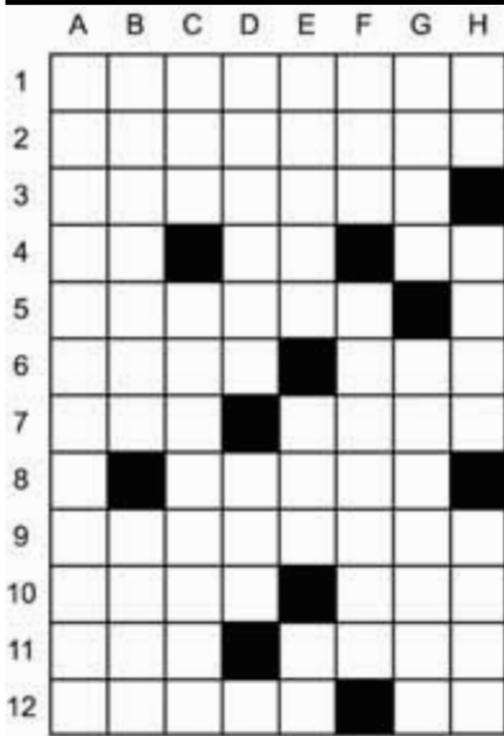
L'EXPRESS
ELLE T'INDIQUE LA COUPE
DU MONDE FACE À LA FRANCE

L'ARGENTINE
SUR LE TOIT
DU MONDE

MESSI

Contactez le
service pub
au numéro de
téléphone/ fax :
023.70.99.92

Mots Croisés



LES MOTS FLÉCHÉS

VERTICALEMENT

- A. Plantes à fleurs blanches.
- B. Préparer le cheval. Boulette des Antilles.
- C. Très petit poème. Faire un brin de causette.
- D. Coups de karatékas. Il vit du sport.
- E. Il fait parler du nez. Ce n'est pas une reinette (d'). Cité engloutie.
- F. C'est pour jouer qu'on en met dans le comet. Compte pour son pays.
- G. Saint vers Arques. Auteure du Blé en herbe.
- H. Un bien l'anoblit. Raymond, philosophe français. Qui la voit, voit sa fin.

HORIZONTALEMENT

- 1. Fromage de chèvre des Cévennes.
- 2. Frappe durement celui à qui il est jeté.
- 3. Femme qui travaille avec discernement.
- 4. Il assure une ligne parfaite. Mesure en règle. Il était divin ce disque.
- 5. Pas hypocrite.
- 6. Bien maigres. Écrivain italien.
- 7. Nouveau chef du personnel. Bateau à fond plat.
- 8. Coup de come.
- 9. Cabinets romains.
- 10. Huit en latin. Des lettres pour la patronne.
- 11. Un ancien qui était d'ascendant taureau. Il vit dans l'Himalaya.
- 12. Ils tombent de haut. Pronom.

PISTES DE GLISSE	FEMELLE PLANTI-GRADE	ALLIAGE SOLIDE	LONGS MÉTRAGES	HABILÉE	TELS DES FRUITS TOUT RAMOLLIS
COPIÉE À LA MAIN	PARLE DU NEZ	PETITE PATRONNE	NOTRE RÉ-PUBLIQUE	ACCESSOIRES DE GOLFEUR	AGITÉE DE SECOURSSES
GRATIN SAVOYARD					
RAPPELÉE PAR LE PUBLIC			PASSE DE VIE À TREPAS		
CLAME SON INNOCENCE		ROUÉES DE COUPS			
C'EST DU POT					
AVEC ELLE					MONTAGNE À CIME POINTUE
CARRÉ DE TERRE					DISPARAIS SOUS LES FLOTS
PAS TOUT À FAIT AU SUD	GENTIL HÉROS DE SPIELBERG				
		LONG SIÈGE	ATTACHÉ AU RESTE	COMPRISES	NOUVELLE LUNE
		AMATEUR DE REGGAE	COULEUR MAUVE	JUSTICIER AU CINÉMA	DANS UNE SUPPOSITION
KILOMÈTRE SUR LA BORNE	ACROBATE				
EXPRES-SION COR-PORELLE					
		SIM-LITUDES			
		BIEN DISTINCT			
MARQUER SUR LE REGISTRE					
DIFFUSE					
			ELLE CONNAÎT LA MATERNITÉ		
IL FAUT MONTER POUR L'ATTEINDRE					IL PEUT SE CASSER QUAND ON TOMBE MAL



SIDOKU

3		8		6		5		
						8	3	6
9			5					
	4			2	7			
							4	1
	7			4	8			
4			3					
						9	2	5
5		2		9		3		

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

CERAT CONVERTIR DIRECTEUR ESCRIMEUR FRELATER HANTER ITALIEN LITRE
 LOUVE MAGNOLIA MEHARI OMETTRE OUTILLE PETOIRE PRESENTER PRONOSTIC
 ROUIR SUAVITE SURSIS TALION TITILLER TRIMESTRE TRUC VAIRON VETO

R	A	C	E	T	P	R	E	E	R	N	E
U	I	I	S	R	I	E	R	E	O	V	R
E	L	T	C	I	O	T	T	R	U	C	E
T	O	S	R	M	T	N	I	O	T	T	T
C	N	O	I	E	E	A	L	L	I	A	A
E	G	N	M	S	V	H	L	V	L	R	L
R	A	O	E	T	R	N	A	I	L	E	E
I	M	R	U	R	I	U	O	R	E	C	R
D	P	P	R	E	S	N	S	C	I	N	F

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:27	12:50	15:22	17:40	19:08

SON PRÉSIDENT ESTIME QUE LE MOMENT N'EST PAS « OPPORTUN »

L'ARGENTINE REFUSE DE REJOINDRE LES BRICS

Dans une lettre adressée aux dirigeants des pays membres des BRICS, le nouveau président de l'Argentine Javier Milei a annoncé que son pays ne rejoindra pas le groupe. M. Milei a déclaré que le moment n'était pas « opportun » pour que l'Argentine en devienne membre à part entière. La lettre en date du 22 décembre a été publiée par le gouvernement argentin vendredi dernier. L'Argentine devait rejoindre le groupe le 1^{er} janvier 2024.

PLUSIEURS HOMMAGES OFFICIELS LUI ONT ÉTÉ RENDUS LE GÉNÉRAL KHALED NEZZAR A ÉTÉ INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE AL-ALIA

Le corps du défunt moudjahid, le général à la retraite Khaled Nezzar, a été enterré hier après-midi, au cimetière Al-Alia, à l'est d'Alger. La cérémonie funéraire a été rehaussée par la présence du Premier ministre Nadhir Larbaoui, le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'Armée Saïd Chanegriha, le chef de cabinet par intérim du bureau de la présidence de la République, Boualem Boualem, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tebbi, outre des personnalités nationales et révolutionnaires et une foule nombreuse de citoyens. Pour rappel, feu Khaled Nezzar est décédé vendredi, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie. Un premier communiqué diffusé par sa famille, le vendredi matin, faisait part du décès du Général-Major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie.

I.M.Amine

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION, SALAH GOUDJIL, PRÉSENTE SES CONDOLEANCES

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a adressé un message de condoléances à la famille du Général-Major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi. "C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le décès du Général-Major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, paix à son âme", a écrit M. Goudjil dans son message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, je présente mes sincères condoléances à mes sœurs et frères moudjahidine, à la famille de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, et aux membres de la famille du défunt, les assurant de ma profonde compassion, et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort aux siens", a ajouté le président du Conseil de la nation. "Et fais la bonne annonce aux endurants, ceux qui disent, quand un malheur les atteint : Certes, nous sommes à Allah, et c'est à Lui que nous retournerons", a-t-il conclu son message de condoléances.

LES CONDOLEANCES DU PRÉSIDENT DE L'APN, BRAHIM BOUGHALI

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a présenté ses condoléances à la famille du Général-Major à la retraite, ancien ministre de la Défense nationale, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi. "J'ai appris avec tristesse et affliction la nouvelle du décès du Général-Major à la retraite, le moudjahid Khaled Nezzar, puisse Allah Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde", a écrit le président de l'APN. "En cette douloureuse épreuve, je tiens à présenter mes sincères condoléances à sa famille et à tous les membres des familles révolutionnaire et de l'Armée nationale populaire, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde", a-t-il ajouté.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 31 DÉCEMBRE 2023 // N°717 // PRIX 20 DA

Finance islamique : la BEA lance un nouveau produit

Le DG de la BEA a indiqué s'attendre à « un chiffre d'affaires record en 2024 pour la Mourabaha investissement », relevant que la banque occupe à l'échelle nationale une position avancée en termes de revenus de la finance islamique.



La Banque extérieure d'Algérie (BEA) lancera à compter d'aujourd'hui un nouveau produit de la finance islamique sous l'appellation de Mourabaha investissement, a indiqué, hier à Ouled Djellal, le directeur général de cette banque, Lazhar Lattreche. Dans une conférence de presse animée en marge de l'ouverture de la première agence de la BEA à la cité Slimane-Amirat du chef-lieu de cette wilaya, Lattreche a précisé que la Mourabaha investissement est le premier produit lancé par une banque publique de financement d'investissement, destiné aux

PME et aux grandes entreprises. Le lancement depuis une année et demie des services de la finance islamique, la BEA a réalisé un grand développement en ce domaine proposant 11 produits divers, a affirmé son responsable, soulignant que la banque, qui compte 86 agences, a recouvert, dans le cadre de la finance islamique, plus de 32 milliards DA de crédits de

consommation. L'agence d'Ouled Djellal est la toute première ouverte dans les dix nouvelles wilayas, a relevé le même responsable, en indiquant que l'agence proposera des produits classiques ainsi que ceux de la finance islamique. Le wali d'Ouled Djellal, Aziz Bouras, a noté que cette agence vient accompagner et soutenir les efforts de développement local par l'accom-

pagnement des opérateurs économiques dans cette wilaya aux potentialités agricoles considérables. Le DG de la BEA a indiqué s'attendre à « un chiffre d'affaires record en 2024 pour la Mourabaha investissement », relevant que la banque occupe à l'échelle nationale une position avancée en termes de revenus de la finance islamique.

Avec APS

Saïd Chanegriha assiste à l'inhumation du défunt Khaled Nezzar

La dépouille du défunt Moudjahid, le Général-Major à la retraite Khaled Nezzar, ancien Ministre de la Défense nationale, a été inhumée hier au cimetière EL-ALIA à Alger, en présence du Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, du Premier ministre Mohamed Nadir Larbaoui, de Boualem Boualem, directeur du Cabinet de la Présidence de la République par Intérim, aux côtés de membres du gouvernement, ainsi que du général d'Armée, commandant de la garde républicaine, du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants de Forces et de la gendarmerie nationale, du commandant de la 1^{re} Région militaire, des chefs des départements et des directeurs et chefs de Services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, de personnalités nationales et révolutionnaires, des membres de la famille du défunt et d'un nombre de citoyens.

Dans son oraison funèbre, l'Inspecteur de l'Information et de la Communication de l'Etat-Major de l'ANP a rendu hommage au défunt, saluant ses valeurs et son parcours riche et honorable en tant que

Moudjahid dans les rangs de l'Armée de Libération Nationale durant la Glorieuse Révolution de Libération Nationale et cadre supérieur de l'ANP après l'indépendance. Plus tôt dans la matinée de samedi, Saïd Chanegriha, en compagnie de hauts responsables de l'ANP, s'était rendu à la maison familiale du défunt, où il a assisté à la levée du corps et à la récitation de la Fatiha sur l'âme du défunt. En cette douloureuse circonstance, le

Général d'Armée a réitéré, en son nom personnel et au nom de l'ensemble des cadres et des personnels de l'Armée Nationale Populaire, ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille du défunt, priant Allah Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de prêter force et courage à sa famille.

« A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons »

LES CONDOLEANCES DU GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a adressé un message de condoléances à la famille du Général-Major à la retraite, le moudjahid Khaled Nezzar, décédé vendredi des suites d'une longue maladie. "Suite au décès du Général-Major à la retraite, le moudjahid Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense nationale, survenu vendredi 29 décembre 2023, après une maladie chronique, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, présente, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire, ses sincères condoléances et fait part à la famille du défunt de sa profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les valeureux saints et d'octroyer à sa famille et ses proches tout le courage et la force en cette dure épreuve.

« A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons », lit-on dans le message de condoléances.

